



RAPPORT RECHERCHE 2012



1 RESSOURCES HUMAINES	3
2 ORGANISATION ET ACTUALITÉ DU DISPOSITIF DE LA RECHERCHE	8
2.1 <i>Orientation des travaux de Recherche</i>	8
2.1.1 UMR 5116 Centre Émile Durkheim	8
2.1.2 UMR 5115 LAM [Les Afriques dans le monde]	16
2.1.3 Activité des Enseignants-chercheurs n'appartenant pas aux deux UMR.	20
2.2 <i>Recherches doctorales</i>	20
2.2.1 L'École doctorale SP2 Sociétés, Politique, Santé publique	20
2.2.2 Séminaire des doctorants	23
2.2.3 Association des doctorants	24
2.2.4 Revue Dynamiques internationales	25
2.2.5 Contrats doctoraux et post-doctoraux obtenus en 2012	25
2.2.6 Séjours de doctorants et post-doctorants à l'étranger dans le cadre de bourses	26
2.3 <i>La Recherche sur contrats</i>	27
2.3.1 Recherches contractualisées	27
2.3.1.1 PEPS [3]	27
2.3.1.2 ANR [9], ANRS [2]	28
2.3.1.3 CONTRATS EUROPÉENS [2], EGIDE [1]	32
2.3.1.4 CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE [15]	33
2.3.1.5 CONTRATS DES MINISTÈRES	40
2.3.1.6 AUTRES FINANCEMENTS [9]	42
2.3.2 Préciput	47
2.3.3 Participation à l'IdEx	47
2.4 <i>Manifestations scientifiques</i>	48
2.4.1 Colloques et symposiums organisés par les membres des centres de recherche	48
2.4.2 Journées d'études et débats	48
2.4.3 Journées EUROTÉMIS	49
2.4.4 Conférences de chercheurs et professeurs invités	49
2.5 <i>Mesure de l'activité</i>	50
2.6 <i>Présence dans les milieux universitaires et institutionnels, partenariats et réseaux</i>	53
2.6.1 Milieux universitaires	53
2.6.2 Partenariats institutionnels	54
2.6.3 Partenariats de recherche	54
2.6.4 Réseaux institutionnels	55
2.6.5 Réseaux professionnels	56
2.6.6 Participation aux comités éditoriaux des revues, direction de collections et aux conseils scientifiques et éditions.	56
2.7 <i>Internationalisation</i>	58
2.7.1 Séjours de professeurs, conférenciers, doctorants étrangers et post-doct. français et étrangers	58
2.7.2 Partenariats de Sciences Po Bordeaux avec des universités étrangères prévoyant un volet d'échange niveau doctorat ou chercheur et/ou un volet recherche	59
2.7.3 Missions à l'étranger	60
3 ENSEIGNEMENTS	61
4 BIBLIOTHÈQUE ET RESSOURCES DOCUMENTAIRES	63
5 FORMATIONS SUIVIES	63
6 MOYENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS	64
7 FINANCEMENTS	64
8 INDICATEURS AERES	65

RAPPORT 2012 SUR LA RECHERCHE À SCIENCES PO BORDEAUX

Ce rapport est le second du contrat quinquennal 2011-2015. Les deux unités de recherche le Centre Émile Durkheim - science politique et sociologie comparatives, UMR 5116 CNRS et LAM [Les Afriques dans le Monde] - UMR 5115 CNRS ont stabilisé leurs nouveaux périmètres et continuent de développer leur attractivité comme en témoignent les nouvelles demandes de rattachement d'enseignants-chercheurs et l'augmentation régulière des demandes de parrainages de jeunes chercheurs. La densité et la variété des activités de recherche conduites, l'augmentation de la recherche contractuelle et un taux de publication important montrent le dynamisme des recherches actuelles. Les résultats dans le cadre de l'IdEx (Initiatives d'excellence retenues dans le cadre des AI (Investissements d'avenir) sont encourageants. L'extension imminente des bâtiments dont une grande partie sera consacrée à l'hébergement des unités devrait donner très prochainement à la recherche une dimension physique en adéquation avec ses activités.

1 | RESSOURCES HUMAINES

Les acteurs de la recherche au sein de l'établissement sont les membres des centres de recherche et les enseignants-chercheurs. Les centres de recherche comptent du personnel permanent à plein temps CNRS, FNRS et MESR et des enseignants chercheurs, professeurs ou maîtres de conférences appartenant à l'établissement ou extérieurs à celui-ci mais ayant demandé leur rattachement. Sur les 27 postes d'enseignants-chercheurs pourvus dans l'établissement, 13 sont membres des centres locaux, 10 appartiennent à des centres extérieurs du fait de leur domaine de recherche et 4 ne font pas de recherche en raison d'importantes charges administratives. A ceux-ci s'ajoutent du personnel temporaire composé de post-doctorants, doctorants et vacataires engagés sur contrats de recherche.

À la rentrée universitaire, les deux centres réunis comptaient 97 membres et 152¹ doctorants. 36 enseignants-chercheurs extérieurs sont membres des deux UMR C-Durkheim (24) et LAM (12). Ce nombre est en légère augmentation suite aux demandes de rattachement de 2012 dans les deux centres.

Les tableaux et graphiques suivants ont pour objet de décrire la composition des ressources humaines selon l'appartenance, le statut, la fonction, le genre et l'âge.

Tableau 1 : Répartition des effectifs des personnels statutaires par tutelle et affiliation scientifique

Institution d'appartenance	Centre E-Durkheim - UMR 5116			LAM - UMR 5115			E-C. IEP appart. à un centre de rech. ext.	Ens-Ch non affiliés	TOTAL
	Chercheurs	Ens-Ch	ITA/BIATSS	Chercheurs	Ens-Ch	ITA/BIATSS			
CNRS	9		7	9		5			30
FNRS	4		2	3		1			10
Sciences Po Bx		10	2		3	3			18
E-C et ITA extérieurs		24	2		12		10	4	52
Cereq			1						1
	13	34	14	12	15	9	10	4	111

¹ 117 doctorants sont inscrits à SP2 Sociétés, Politique, Santé publique [ED 545] pour le Centre E-Durkheim et le LAM, 24 doctorants de LAM sont inscrits à l'École doctorale Montaigne Humanités Bordeaux 3 [ED 480] et 11 à l'École doctorale Sciences sociales et Humanités de l'UPPA [E 481].

Tableau 2 : Répartition des effectifs des personnels non permanents

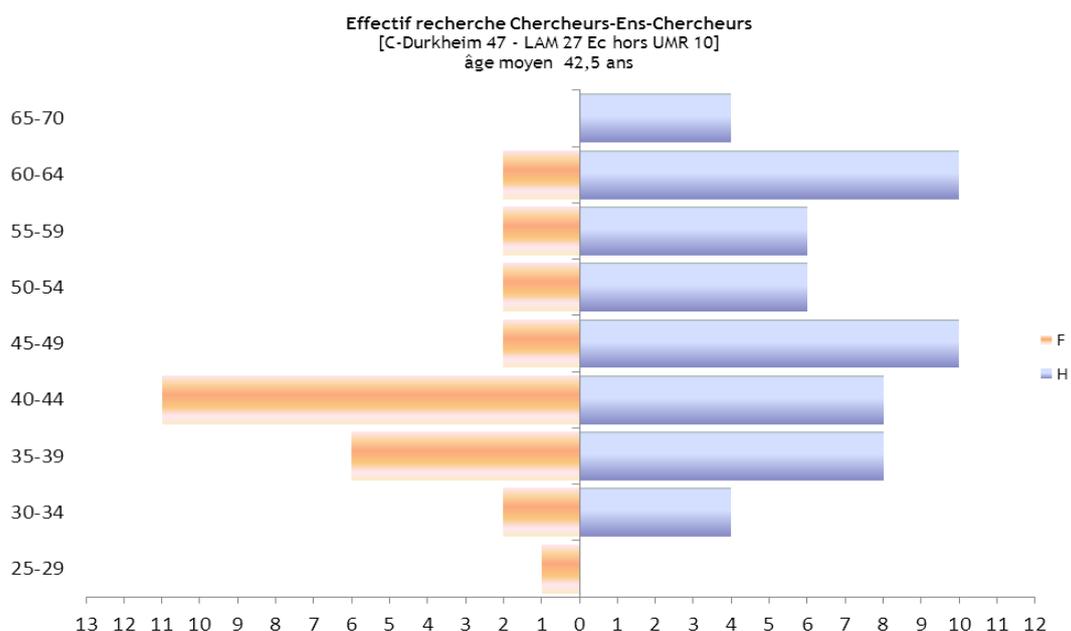
Personnel non permanent	Centre E-Durkeim	LAM
Doctorants	87	65
Post-doctorant/ANR ou bourse ANRS	2	3
CDD de plus de 6 mois	1	1

Tableau 3 : Répartition du personnel Chercheurs, Enseignants-chercheurs, et personnel administratif accompagnant la recherche par statut

Chercheurs	C E-Durkeim	LAM	Memb. autre centr.	Non affiliés	Total
DR ²					
<i>CNRS</i>	4	3			7
<i>FNSP</i>	3	2			5
CR					
<i>CNRS</i>	5	6			11
<i>FNSP</i>	1	1			2
<i>Sous total</i>	13	12	0	0	25
Enseignant-Chercheurs IEP					
PU	4	1	8	2	15
MC	6	2	2	2	12
<i>Sous total</i>	10	3	10	4	27
Ens-Chercheurs extérieurs					
PU	6	4			10
MC	18	8			26
<i>Sous total</i>	24	12			36
ITA - BIATSS					
TCN (2CNRS, 1MESR)	2	1			3
ADJ (MESR)	1	2			3
AI (CNRS)	2	1			3
AG (FNSP)		1			1
AG (IEP CDD)	1				1
IE (5 CNRS, 1 MESR, 1CEREQ)	6	1			7
Bib. Adj. Spe. (MESR)		1			1
CM (FNSP)	2				2
IR (CNRS)		2			2
<i>Sous total</i>	14	9	0	0	23
Total général	61	36	10	4	111

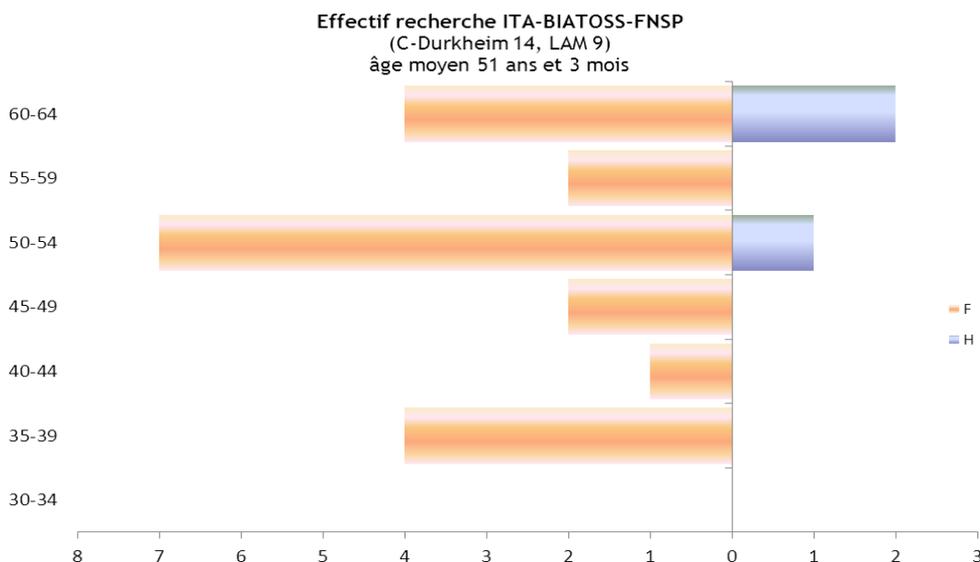
² DR - Directeur de recherche, CR - Chargé(e) de recherche, PU - Professeur d'Université, MC - Maître de conférences, ITA-ingénieurs, techniciens et administratifs (CNRS), TCN - Technicien, AI - Assistant(e) ingénieur, IE - Ingénieur d'étude, IR - Ingénieur de recherche, (BIATSS Bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, personnels sociaux et de santé (MESR), ADJ - Adjoint, Bib. Adj. Spe - Bibliothécaire adjointe spécialisée, AG - Assistante de gestion (FNSP), CM - Chargée de mission (FNSP)

Graphique 1 : Répartition par genre et âge du personnel recherche chercheurs et enseignants chercheurs



Sont comptabilisés dans le graphique ci-dessus l'ensemble des chercheurs et des enseignants-chercheurs impliqués dans la recherche de Sciences Po Bordeaux mais aussi ceux qui, appartenant à l'institut, sont affiliés à des centres de recherche extérieurs, soit 84 personnes au total. La moyenne d'âge générale est inférieure à celle de 2011, elle est de 42.5 ans. La proportion de femmes a très légèrement augmenté de [33% au lieu de 30% l'année précédente].

Graphique 2 : Répartition par genre et âge du personnel d'accompagnement de la recherche



Le personnel d'accompagnement de la recherche est composé des techniciens, adjoints, documentalistes, bibliothécaire, assistant ingénieur, ingénieurs d'étude et de recherche et chargés de mission. Il reste fortement féminisé. La moyenne d'âge est de 51 ans 3 mois.

Arrivées

- 1 MC en science politique recruté à Sciences Po Bordeaux a rejoint le C E- Durkheim
- 1 CR2 CNRS a été recrutée à LAM
- 1 AG FNSP de Sciences Po Bordeaux a rejoint LAM
- 1 MC - Université Michel de Montaigne - Bx3 en géographie rattaché à LAM
- 1 MC - Université Montesquieu - Bordeaux IV en histoire rattaché à LAM

Départs

- 1 DR CNRS du Centre E-Durkheim (retraite)
- 1 DR CNRS du LAM (Retraite)
- 1 MC en science politique en mutation (C-Durkheim)

Rattachements d'enseignants extérieurs aux centres de recherche

- 5 PU et 15 MC de l'Université Bordeaux Segalen sont affiliés au Centre E-Durkheim
- 1 MC en Langues et cultures de Bordeaux Segalen est rattachée au Centre E-Durkheim
- 2 MC de l'Université Montesquieu Bordeaux IV sont affiliés au Centre E-Durkheim
- 2 PU et 3 MC de l'Université de Bordeaux 3 sont affiliés à LAM
- 3 MC de l'Université Montesquieu Bordeaux IV sont affiliés à LAM
- 1 PU et 1 MC de l'École d'architecture de Bordeaux sont affiliés au Centre E-Durkheim
- 1 PU de l'Université de Montpellier est affilié à LAM
- 1 PU et 2 MC de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour sont affiliés au LAM

Départs d'enseignants extérieurs rattachés aux centres de recherche en 2011

- 1 MC en sociologie en mutation (C-Durkheim-BxS)
- 1 PR en anthropologie sociale (LAM) en mutation

Rattachements d'enseignants de Sciences Po Bordeaux à des centres extérieurs

- 1 PU affilié au Comptrasec [Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale UMR 5114]
- 1 PU affilié au GREThA [Groupe de Recherche en Économie Théorique et Appliquée UMR 5113]
- 1 MC et 2 PU affiliés au CRDEI [Centre de Recherche et de Documentation Européennes et Internationales]
- 2 PU et 1 MC affiliés au CEMMC [Centre d'études des mondes moderne et contemporain EA 2958]
- 1 PU est affilié à ADES UMR 5185 [Aménagement, Développement, Environnement, Santé et Sociétés]
- 1 PU est affilié au CMRP [Centre Montesquieu de recherche politique]

Demandes de parrainage

34 demandes de parrainage ont été adressées au Centre E-Durkheim et 25 à LAM pour des candidatures au CNRS.

Séjours à l'étranger

X. Itçaina bénéficiaire d'une bourse *Marie Curie Intra-European Fellowship for Career Development*, est en détachement de janvier 2012 à décembre 2013 à l'Institut universitaire européen de Florence. Son projet de recherche est intitulé : "The invisible politics of religion : Catholicism, third sector and territory in Southern Europe".

M. Cahen est titulaire d'une chaire française de l'État de São Paulo, chercheur invité au Département de sociologie de l'Université de São Paulo à partir de fin novembre 2012.

HDR et PES

En 2012 on comptabilise 42 HDR (Habilitation à diriger des recherches), 12 à LAM [7 ScPoBx et 5 ext.], 20 au Centre Émile Durkheim [12 IEP/8 BxS] et 10 parmi les enseignants chercheurs de Sciences Po Bordeaux non affiliés aux centres de la maison. 5 Professeurs sont bénéficiaires de la PES (Prime d'excellence scientifique)³ ainsi qu'1 chercheur à Sciences Po Bordeaux, et, 3 membres du Centre E-Durkheim à BxS la reçoivent.

En 2012, les effectifs des deux centres se sont stabilisés. Les départs à la retraite (2) et mutations ont été rééquilibrés par de nouvelles demandes de rattachement. Un poste de chargé de recherche CNRS a été attribué à LAM. Une réaffectation au niveau des ITA/BIATSS a permis de renforcer l'équipe de LAM, et, la suppression d'un poste d'AG FNSP au Centre Durkheim a été compensée pour 2 ans par un CDD de Sciences Po Bordeaux. La moyenne d'âge des chercheurs et enseignants chercheurs a baissé suite aux nouveaux rattachements. L'âge moyen du personnel d'accompagnement de la recherche reste plus élevé que celui des chercheurs. Cependant, dans les cinq ans à venir environ 25 % du personnel tout confondu sera en âge de prendre sa retraite. Ceci touchera en particulier le personnel FNSP et CNRS. Ainsi que le montrent les schémas, les hommes prédominent dans les emplois chercheurs et enseignants-chercheurs dans quasiment toutes les tranches d'âge, le rapport est inverse lorsqu'il s'agit des ITA/BIATSS.

Ces données rendent compte des effectifs comptabilisés par le ministère. Les professeurs et chercheurs émérites, PRAG, PAST ou recrutements de vacataires en CDD sur contrats de recherche n'apparaissent pas dans ce décompte.

³ Certains n'ont pas souhaité la demander

2 | ORGANISATION ET ACTUALITÉ DU DISPOSITIF DE LA RECHERCHE

2.1 | ORIENTATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE

2.1.1 UMR 5116 Centre Émile Durkheim



La vie du laboratoire a été organisée autour du séminaire général et au sein des axes de recherche. Chaque axe est composé de chercheurs et enseignants-chercheurs qui choisissent de s'y affilier, ainsi que leurs doctorants et étudiants de M2 qui se destinent à la recherche. A ceci s'est ajouté un atelier spécifique « Positioning Political Sociology » et trois ateliers transversaux, méthodes/écritures en sciences sociales/genre.

➤ Un séminaire général

La sociologie politique comparée : défis théoriques et méthodologiques [3 séances]

Responsables : François Dubet et Andy Smith

Ce séminaire commencé en 2011 a eu lieu alternativement sur le site de Sciences Po et sur le site de l'Université Bordeaux Segalen. Les séances de 2012 ont été filmées et peuvent être visionnées sur le site web.

[http://centredurkheim.fr/SEMINAIRE_GENERAL/Seminairegeneral_archivevideos11-12.html]

Qui en sociologie et en science politique pratique réellement la recherche comparée ? Nous sommes tous sommés de le faire par nos instances de tutelle et la plupart d'entre nous l'évoquons, au moins à titre illustratif, dans nos cours ou dans nos publications de synthèse. Mais, comme l'a pointé Patrick Hassenteufel il y a dix ans⁴, beaucoup de ces comparaisons sont des « faux semblants » : des croisements de regards et des juxtapositions de monographies. Or, à l'heure de la fusion de nos deux laboratoires dans un seul Centre Emile Durkheim qui met la comparaison au cœur de ses préoccupations, il paraît indispensable de réfléchir à la fois sur notre propre praxis et sur celle des spécialistes extérieurs qui se sont penchés sur cette question. En effet, l'hypothèse brutale que ce séminaire cherchera à vérifier consiste à considérer que l'analyse comparée rigoureuse reste souhaitable à condition qu'un certain nombre de défis théoriques et méthodologiques soient relevés tout au long de la recherche. Plus exactement, l'objectif principal de cette entreprise collective se résume à la mise en évidence et en débat du type de dilemme de recherche suivant :

1. l'unité d'analyse à comparer (un secteur, un territoire, un processus) ;
2. la temporalité de l'étude (la place de la diachronie) ;
3. les risques du nationalisme méthodologique versus les risques du benchmarking européen ;
4. les plans des publications.

Au-delà d'une discussion continue sur la recherche comparée, nous visons également à éclaircir sous cet angle quelle sociologie ou sociologie politique nous pratiquons actuellement et laquelle nous souhaiterions développer ensemble à l'avenir. Autrement dit, le thème de la recherche comparée est pour nous à la fois une interrogation fondamentale des sciences sociales et un moyen d'auto-développement réflexif.

⁴ Hassenteufel P., « Deux ou trois choses que je connais d'elle - remarques à propos d'expériences de comparaisons européennes », dans CURAPP, (ed.), *Les méthodes en action*, Paris, PUF, 2000.

9 février 2012, site Sciences Po Bordeaux

« Expliquer la convergence par les acteurs : le cas de l'État régulateur en santé »

Patrick Hassenteufel, prof. de science politique à l'Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

12 avril 2012, site Victoire

« 30 ans après la comparaison France-Allemagne, l'analyse sociétale revisitée »

Éric Verdier, Directeur de recherche CNRS au LEST à Aix-en-Provence

7 juin 2012, site Sciences Po Bordeaux

« L'Analyse comparative, éclairage ou mirage ? »

Marie Duru-Bellat, professeur de sociologie à Sciences Po.

➤ 5 Axes de recherche

▪ **Axe Inégalités**

Responsables : François Dubet (U-BxS), Thierry Berthet (Sciences Po Bx)

[1 séance de séminaire, 3 conférences « Genre, Santé, Migrations », 7 conférences « Décrochage scolaire »]

• « **Séminaire de l'axe Inégalités** »

29 mars 2012, Sciences Po Bordeaux

Desmond King, professeur de science politique, Professoriel Fellow à Nuffield College, Université d'Oxford,

“Racial Policy Alliances and Party Political Polarization: A Synthetic Approach?”

• **Conférences « Genre, Santé, Migrations »**

5 avril 2012, site Victoire,

Séverine Gojard, sociologue, directrice de recherche à l'INRA-ALISS, Paris (Équipe SOLAL - sociologie de l'alimentation)

« L'apprentissage du “métier de mère” : transmission familiale, imposition de normes et contraintes quotidiennes. »

Animateurs : Laurence Kotobi, Béatrice Jacques et Lorena Anton

8 novembre 2012, site Victoire

Pierre Aïach, sociologue, Directeur de recherche honoraire à l'INSERM, Paris -

« Retour sur les inégalités sociales de santé »

4 décembre 2012, site Victoire

Pascale Hancart Petitet, anthropologue, chargée de recherche IRD - UMI 233 TransVIHMI, Montpellier -

« Migration forcée et gestion des corps reproductifs. Interprétations locales des politiques de la reproduction au Cambodge »

• **Conférences « Décrochage scolaire »**

8 mars 2012, Sciences Po Bordeaux

Dominique Glasman, Professeur de sociologie à l'Université de Savoie

« La déscolarisation : un processus »

15 mars 2012, Sciences Po Bordeaux

Bernard Gerde, enseignant et cofondateur du CLEPT (Collège, Lycée, Elitaire Pour Tous)

« Quels processus à l'œuvre dans le décrochage scolaire et quels profits tirer des monographies de décrocheurs/analyseurs des insuffisances de l'école ? ».

5 avril 2012, site Victoire

Lyda Lannegrand-Willems, MCU Psychologie du Développement et de l'Education, Université Bordeaux Segalen

André Lecigne, Directeur de l'UFR des Sciences de l'Homme, Université Bordeaux Segalen

« Le décrochage scolaire : un processus de désengagement multiforme en lycée professionnel »

10 mai 2012, Sciences Po Bordeaux

Thierry Berthet, DR CNRS et Véronique Simon, Céreq

« L'analyse des politiques régionales contre le décrochage à l'aune de l'approche par les capacités »

24 mai 2012, site Victoire

Catherine Blaya, auteure de *Décrochages scolaires : l'école en difficulté*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

14 juin 2012, Sciences Po Bordeaux

Mathias Millet

« De la rupture à la remédiation scolaire, et après ? L'exemple des collégiens passés par une classe relais »

21 juin 2012, site Victoire

Cécile Plessard, doctorante en sociologie, Centre Émile Durkheim et chargée d'étude au centre régional associé Cereq, Joël Zaffran, Professeur des universités, Université Bordeaux Segalen, Centre Émile Durkheim

« La lutte contre le décrochage scolaire à l'épreuve du politique. Analyse sociologique des réseaux pour la persévérance en Aquitaine. »

▪ **Axe Identifications**

Responsables : Xabier Itçaina (Sciences Po Bx), Éric Macé (U-BxS)

[3 séances de séminaire]

- « *Séminaire de l'axe identifications* »

12 janvier 2012, Sciences Po Bordeaux

Béatrice de Gasquet, Florence Levy Kay Fellow, Brandeis University (Boston),

« Genre et mobilisations religieuses : la « cause des femmes » et la fabrique d'une identité juive libérale en France »

Discutante : Magali Della Sudda

5 avril 2012, Sciences Po Bordeaux

Yann Raison du Cleuziou (Université Montesquieu Bordeaux IV), a présenté son article sur les transformations de l'identité religieuse dans l'institution catholique en 68 à partir de son travail sur les dominicains publié sous le titre « Quand une génération en cache une autre », paru dans *Politix*, 2001/4.

A. Roger (Centre Émile Durkheim), a présenté son travail sur le recours à la violence dans l'expression des intérêts d'un groupe social à partir de l'article « Syndicalistes et poseurs de bombes » paru dans *Cultures et conflits*, n°81-82, 2011.

Xabier Itçaina (IUE/Centre Émile Durkheim), a mené les discussions à partir de ses travaux passés sur l'institution ecclésiale catholique et sur les mobilisations autour de l'identité

basque *Les virtuoses de l'identité. Religion et politique en Pays basque*, PUR, 2007 et sur sa recherche en cours sur les coopératives.

3 mai 2012, site victoire

« Assignations d'identification »

Pierre Piazza (CESDIP/LEJEP) « Faire parler son corps : du Bertillonnage à l'identité biométrisée »

Évelyne Ritaine, DR FNSP / Centre Émile Durkheim

« Suspects, forcément suspects : blindages de frontières et assignations de statuts

Discutant : Éric Macé, E-C, Centre Émile Durkheim

▪ **Axe Marchés** [5 séances de séminaire]

Responsables : Andy Smith (Sciences Po Bx), Olivier Cousin (U-BxS)

• **Séminaire**

13 février 2012, site Victoire

Pierre François (CSO, Paris) présentera son ouvrage collectif : *Vie et mort des institutions marchandes*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2010.

21 mars 2012, Sciences Po Bordeaux

Olivier Alexandre (EHESS / Université de Chicago) :

« Une approche écologique du cinéma français (1981-2008) ».

26 mars 2012, site Victoire

André Orléan, Directeur de Recherche CNRS à l'EHESS Paris, présentera une partie de son dernier ouvrage *L'empire de la valeur. Refonder l'économie politique* / Paris, Le Seuil, 2011

18 octobre 2012, Sciences Po Bordeaux

La régulation mondiale du commerce : le cas du coton

Andy Smith (Centre Émile Durkheim),

« L'économie politique de l'industrie du coton : un regard constructiviste et institutionnaliste »

Patrick Quantin (Centre Émile Durkheim)

« La guerre du coton revisitée »

15 novembre 2012, Sciences Po Bordeaux

« La régulation mondiale du commerce : le cas du coton »

Anne-Sophie Nivet, IDEAS Genève

▪ **Axe Institutions** [1 séances de séminaire]

Responsables : Olivier Costa (Sciences Po Bordeaux), Sandrine Rui (U-BxS)

• **Séminaire**

19 janvier 2012, site victoire

Judy Lawry, Professeur au RMIT de Melbourne, présente son projet de recherche :

"A Cross-cultural Comparison of Organisation-stakeholder Communication Practiced by Australian and French Organisations"

▪ **Axe International [2 séances de séminaire, 2 colloques, 1 atelier]**

Responsables : Daniel Bach, Gilles Bertrand (Sciences Po Bordeaux)

• **Séminaire**

22 mars 2012, Sciences Po Bordeaux

Pierre Vercauteren, Professeur à l'Université catholique de Louvain-Mons, membre de REGIMEN (Réseau d'Étude sur la Globalisation et la Gouvernance Internationale et les Mutations de l'État et des Nations)

« La gouvernance globale contre la démocratie ? »

6 décembre 2012, Sciences Po Bordeaux

Alice Sindzingre (CNRS, Université Paris-Ouest-EconomiX et SOAS) intervient sur : « États néopatrimoniaux, « développementalistes » et croissance économique : concepts et controverses »

• **Colloque**

1-2 mars 2012, Sciences Po Bordeaux

"Emerging Africa: Moment or Momentum?", organisé dans le cadre de l'axe International, (cf *Colloques*)

15-16 mars 2012, Sciences Po Bordeaux

« L'action publique face au changement climatique : expertise, jeux d'échelles et comparaison internationale » (cf *Colloques*)

• **Workshop**

18 octobre 2012, Sciences Po Bordeaux

"Personal Rule, Public Policies and Business in the Post-Soviet States" (cf *Journées d'étude*)

➤ **Atelier Positioning Political Sociology**

Organised by Craig Parsons (University of Oregon) and Andy Smith

Self-defining political sociologists frequently consider why their approach to politics is 'sociological' to be self-evident. Consequently they often find it difficult to concisely and convincingly define the specificity and added-value of their work when confronted by other academics who are unfamiliar with the term or who have their own, different expectations of what it means. This is particularly so within international conferences or when attempts are made to publish in journals whose editors, and referees, were trained in countries where the relationship between political science and sociology is relatively distant.

The overarching goal of this seminar series is to take a step towards a more fruitful conversation within political sociology and with other parts of political studies through tackling two overlapping lines of enquiry. First, what is specific about a sociological approach to politics and therefore sets it apart from other approaches? Second, how does such this political sociology relate to two more generally recognized but also broad theoretical approaches, constructivism and sociological institutionalism? Overall, the seminar's objective is thus to explore whether political sociology merits and needs repositioning within social science's analysis of politics, and if so how.

In order to move in this direction the seminar has proceeded through a series of sessions centred upon presentations by colleagues working in North America and Europe who, although all broadly sympathetic to something they might call a sociological approach to politics, each have their own take on the questions raised above. More precisely, each speaker has been asked to cover three

points: their view of political sociology, whether it fits with their own approach and if so how, an empirical illustration of the latter.

13 janvier 2012, Sciences Po Bordeaux

« Le positionnement de la sociologie politique : éléments introductifs »
Craig Parsons et Andy Smith

20 janvier 2012, Sciences Po Bordeaux

Colin Hay (Université de Sheffield),

"Constructivist Institutionalism: Towards a (New) Political Sociology of Institutional Change"

Gilles Pinson, professeur à l'IEP de Lyon

« Sociologie politique et économie politique. Une perspective urbaine »

5 mars 2012

Frédéric Mérand, Professeur à l'Université de Montréal

« Les institutionnalistes (américains) devraient-ils lire les sociologues (français) ? »

10 Mai 2012, Sciences Po Bordeaux

Philippe Bezes, chercheur CNRS au CERSA, Paris

Auteur de *Réinventer l'Etat. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Paris, PUF, 2009 et codirecteur de *Gouverner (par) les finances publiques*, Paris, Presses de Sc. Po, 2011

Mark Blyth, professeur à Brown University, États Unis

Auteur de *Great Transformations: Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press 2002 et

"Re-Constructing IPE: Some Conclusions Drawn from a Crisis" in Abdelal, Blyth and Parsons, *Constructing the International Economy*, Ithaca, Cornell University Press 2010. Mark Blyth (Brown University) and Philippe Bezes (CERSA, Paris)

8 Juin 2012, Sciences Po Bordeaux

Jay Rowell (GSPE, Strasbourg)

"What Europe Constructs- Eléments pour un durcissement sociologique de l'approche constructiviste de l'EU"

Elliot Posner (Case Western University, États Unis)

"Markets, Bureaucrats and Power: Political Economy in the Shadow of Sociology ?

➤ Un atelier « Méthodes »

L'atelier « Méthodes » du Centre Emile Durkheim coordonné par V. Le Hay réunit chercheurs, ingénieurs et doctorants, politistes ou sociologues, autour de problématiques méthodologiques afin de répondre à l'utilisation croissantes des méthodes dans les sciences sociales. Il propose des séances de formation aux méthodes de traitements de données, qualitatives ou quantitatives, usuelles ou plus avancées, traditionnelles en sciences sociales ou plus novatrices. Il s'agit également de discuter les méthodes et leurs usages au travers de séances de présentation et d'échange autour de logiciels et/ou de familles particulières de traitement de données. L'atelier s'efforce en dernier lieu de faire vivre la transdisciplinarité du laboratoire.

Au terme de sa première année (de septembre 2011 à décembre 2012), 4 journées de formation ont été mises en place (28 heures). Deux d'entre elles ont été consacrées à la statistique descriptive et à la modélisation par la régression (linéaire et logistique) via le logiciel d'analyse de données STATA. Deux autres se sont penchées sur les méthodes d'analyse géométrique des données à partir du logiciel SPAD.

L'atelier s'est aussi appuyé sur le séminaire « Modélisation et méthodes statistiques en sciences sociales » organisé au Centre Maurice Halbwachs par Marion Selz et Benoît Tudoux (<http://www.cmh.ens.fr/pagesseminaire.php?seminaire=MODMSSS>). Ouvert sur l'extérieur grâce à la vidéoconférence, il a permis de se retrouver à cinq reprises autour de la statistique des petits domaines (Pascal Ardilly - INSEE), la catégorisation de l'espace socioprofessionnel (Jérôme Deauvieux - UVSQ, LSQ, INED), les typologies de trajectoires (Yvette Grelet et Patrick Rousset - CEREQ), les enquêtes Web (François Beck - INPES et Stéphane Legleye - INED), et les méthodes de la statistique textuelle en sciences sociales (Bénédicte Garnier et France Guérin-Pace - INED).

➤ Un atelier « Écriture en sciences sociales » organisé par Mathias Delori, Cécile Vigour et Adrien Mazières-Vaysse

Qu'il s'agisse de textes destinés à être publiés ou de littérature grise, l'écriture occupe une place importante dans la recherche en sciences sociales. Quand on les interroge sur leur rapport avec cette pratique, de nombreux chercheurs évoquent des difficultés telles que l'angoisse de la page blanche, des insatisfactions par rapport au niveau moyen de l'expression écrite académique ou des interrogations : comment structurer une argumentation ? Existe-t-il un style d'écriture académique ? Celui-ci diffère-t-il (ou doit-il différer) du langage ordinaire ? Écrit-on de la même manière en français et en anglais ? Comment peut-on intégrer les consignes des reviewers dans un « revisal resubmit » ? Etc. Cet atelier se propose de réfléchir à toutes ces questions à partir de deux supports : des textes de réflexion sur le sujet (comme par exemple ceux de H. Becker) et des textes en cours d'écriture. Ces derniers, proposés par des membres du groupe, peuvent avoir des statuts divers (introduction de thèse, chapitre d'ouvrage, article) à condition de demeurer à l'état de « chantier », le but étant de réfléchir ensemble, à la manière d'un auteur collectif, à ce qui peut être fait pour rendre une argumentation plus pertinente

Jeudi 2 février 2012 : Séance introductive

Mercredi 22 février 2012 : Autour de l'ouvrage de H. Becker, *Écrire les sciences sociales*, Economica

Vendredi 16 mars 2012 : Écrire en anglais

Jeudi 5 avril 2012 : L'écriture et la comparaison

Jeudi 3 mai 2012 : « L'écriture en sociologie : une question de méthode négligée » Vincent Dubois sur la "non place de l'histoire dans les politiques franco-allemandes d'éducation" Mathias Delori

Jeudi 21 juin 2012 : Séance avec Jean-Yves Trepos autour de *l'écriture de la sociologie. Essai d'une épistémologie du style en sciences sociales*. Discussion autour de deux textes en cours d'écriture par deux doctorants.

Jeudi 11 octobre 2012 : L'écriture : enjeux et controverses

Mercredi 21 novembre 2012 : Écrire et mettre en plan les jeux d'échelle

Mercredi 12 décembre : Comment formuler les aller-retour entre cas et théorie, afin d'articuler études de cas et théorie, montée en généralité ?

➤ Un atelier « Genre »

L'atelier "genre" du Centre Emile Durkheim est un atelier transversal à l'ensemble des axes du laboratoire. Cet atelier s'organise autour des travaux des chercheur(e)s et des doctorant(e)s directement concernés par la question, mais les séances sont ouvertes à tous les membres du laboratoire.

Jeudi 2 février 2012, site Victoire

Réflexion sur les rapports entre genre et religion et leurs effets dans la vie sociale et politique organisé par Magali Della Sudda

Jeudi 15 mars 2012, Sciences Po Bordeaux

Réflexion sur les rapports entre genre et politique

Magali Della Sudda et Marion Paoletti

Vendredi 30 mars 2012, site Victoire

« Mater du porno : généalogie d'une expérience spectatorielle sous contrôle ».

Florian Voros, doctorant en sociologie à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS-EHESS, Paris) et auteur de « L'Invention de l'addiction à la pornographie » (Sexologies, vol.18, n°4, 2009)

Conférence publique en lien avec le festival Cinémarges. Les dimensions et les questions esthétiques, politiques et morales des rapports de genre concernent également les pornographies.

Jeudi 24 mai 2012 : Béatrice Jacques et Marion Paoletti proposent une réflexion sur les liens entre genre et santé, notamment autour des problématiques du care.

➤ Un réseau de chercheurs réunissant des membres de trois laboratoires : le Centre d'Études européenne de Sciences Po Paris, le Centre Émile Durkheim et le centre de recherche PACTE à Sciences Po « TRI-ÉLEC » spécialisé dans l'analyse des élections et des comportements politiques.

En 2012, année d'élections, le projet Dynamique 2012 porté par le réseau a mis en place une méthode de suivi des dynamiques politiques systématique afin d'analyser de manière fine la structuration du vote grâce à des enquêtes régulières. [<http://www.trielec2012.fr/>]

➤ Un Laboratoire européen associé (LEA CNRS) avec l'Institut de Sciences Sociales de l'Université de Stuttgart (ISSUS). Ce LEA qui regroupait des équipes en France et en Allemagne sur un programme intitulé CODE - *Comparing Democracies in Europe* s'est terminé fin 2012. Une série d'opérations de recherche, certaines terminées, d'autres encore en cours étaient liées à ce LEA. Est terminée la recherche sur « l'Européanisation des législations européenne » (S. Brouard, O. Costa, E. Kerrouche). Sont encore en cours, « les conseillers généraux en Europe » (E. Kerrouche), en cours d'achèvement CITREP -« Citoyens et représentants en France et en Allemagne » (E. Kerrouche, Oscar W. Gabriel (ISSUS Stuttgart). De nombreuses participations à des colloques ont été faites ainsi qu'une série de publications. Ce LEA a permis d'accueillir des doctorants, chercheurs et professeurs pour des séjours de 3 à 12 mois. CITREP II « La représentation des territoires en Allemagne et en France » (E. Kerrouche, Oscar W. Gabriel (ISSUS Stuttgart), nouveau programme, sera soumis à l'ANR en 2013.

➤ Un centre associé Céreq (CRACS) spécialisé dans l'analyse des politiques de formation. Une convention générale lie Sciences Po Bordeaux, le Céreq et le CNRS (C-Durkheim) et définit les conditions administratives et financières et le programme annuel du centre associé (Cf. Contrats).

- Des recherches sur contrats. (Cf. liste générale des contrats)
- Des *Cahiers du Centre Émile Durkheim / C E-Durkheim working papers* [<http://centredurkheim.fr>]

N° 11: The Contrasting Local Perceptions of Europe: The 2009 Milk Strike in the French Basque Country / Xabier Itçaina, avril 2012.

N° 12 : Militer tout critiquant publiquement son parti. Le cas du réseau social socialiste, la Coolpol / Anaïs Théviot, novembre 2012.

2.1.2 UMR 5115 LAM [Les Afriques dans le monde]



Les Afriques dans le monde (LAM), UMR 5115 du CNRS, est né le 1^{er} janvier 2011 de la fusion entre le Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN, Sciences Po Bordeaux) et le Centre d'études et de recherches sur les pays d'Afrique orientale (CREPAO, Université de Pau et des Pays de l'Adour, UPPA), rejoints par des chercheurs et enseignants-chercheurs des Universités Michel de Montaigne-Bordeaux 3 et Victor-Segalen Bordeaux 2. L'objectif est de contribuer à la constitution, sur le site universitaire bordelais et aquitain, d'un grand pôle de recherche et d'enseignement, pluridisciplinaire et interuniversitaire sur les Afriques. [www.lam.sciencespobordeaux.fr].

- 3 axes de recherche

- **Axe 1 - Gouvernance, institutions, représentation [3 séances]**

Responsables : Céline Thiriot (LAM/Sciences Po Bordeaux)
& Frédéric Le Marcis (LAM/Université Bordeaux 2)

15 mars 2012 - Sciences Po Bordeaux

Journée d'étude : « Contestations politiques et « transitions démocratiques ». Analyse comparées Afrique-monde arabe. » http://www.lam.sciencespobordeaux.fr/programme_15_mars_2012.pdf

22 mars 2012 - Maison des Suds

Journée d'étude : « Du local au global : acteurs, (en)jeux, politiques publiques de santé aux Suds » http://www.lam.sciencespobordeaux.fr/programme_22_mars_2012.pdf

26 oct. 2012

Une journée d'étude sur le thème sur « Le risque au prisme de la science politique » a été organisée dans le cadre du PEPS « Risques et gouvernance du risque ».

3 décembre 2012

Conférence du Dr Hassan el Hag Ali Ahmed, doyen de la Faculté de sciences économiques et sociales de l'Université de Khartoum : « Contentious Politics in Sudan ».

▪ **Axe 2 - Conflits, territoires, développement [2 séances]**

Responsables : François Bart (LAM/université Michel de Montaigne Bordeaux III) & Hervé Maupeu (LAM/UPPA) [lam.sciencespobordeaux.fr/axe2.htm]

9 mars 2012 - Sciences Po Bordeaux
Journée d'étude « Terre en tension en Afrique »

14 décembre 2012 - Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3
« Rurban Africa » & « Matières premières, le retour ? », journée d'étude LAM/Midaf avec Bernard Charlery de la Masselière (Dynamiques rurales, Univ. Toulouse 2 Le Mirail) : François Bart (LAM, Univ. Bordeaux 3), Bernard Calas (LAM, Univ. Bordeaux 3), Nicolas Lemoigne (ADES, Univ. Bordeaux 3), Jérémy Pasini (Univ. Bordeaux 3), Bernard Conte (LAM, Univ. Bordeaux 4), Christian Bouquet (LAM, Univ. Bordeaux 3).

http://www.lam.sciencespobordeaux.fr/journee_etudes_14_decembre_2012.pdf

▪ **Axe 3 - Culture, identifications, création [3 séances]**

Responsables : Dominique Chancé (LAM/université Michel de Montaigne Bordeaux III) & Alain Ricard (LAM/CNRS) [lam.sciencespobordeaux.fr/axe3.htm]

9 mai 2012
Journée d'études (Axe 3) « Musiques, politique et Identité », en présence de Bob White, chercheur anthropologue de l'Université de Montréal. (Amphi Ellul)

10 mai 2012
Rencontre CEDEM-LAM, les pratiques culturelles en tant que moyens de construction et de mobilisation identitaires et politiques, avec Sarah Demart, Marco Martiniello et Fatima Zibouh du CEDEM (Centre d'études de l'ethnicité et des migrations de l'Université de Liège) et Panagiota Anagnostou, Dominique Chancé, Armelle Gaulier, Denis-Constant Martin et Sophie Moulard-Kouka de LAM. <www.lam.sciencespobordeaux.fr/programme_10_mai_2012.pdf>.

24 mai 2012
Journée d'études (Axe 3) « Méthodes et enquêtes de terrain à l'épreuve du genre »
Responsables : Lucia Direnberger, Marième N'Diaye, Céline Ségalini

➤ **1 séminaire général [11 séances]**

Responsables : Didier Galibert & Ndubueze Nkume-Okorie

2 février 2012
Conférence de Gregory Mann (Associate Professor à Columbia University)
« Anticolonial ou postcolonial ? Georges Balandier, Madeira Keita et la situation coloniale ».
Discutant : Daouda Gary-Toukara, CR CNRS/LAM

9 février 2012
Autour de la thèse de science politique en préparation de Cindy Morillas sur
« *Les militantismes étudiants au Cameroun* ».
Discutants : Marième N'Diaye (doctorante) et J-H Jézéquel (enseignant-chercheur à BxIV)

16 février 2012
« Dynamiques des soulèvements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient »
Conférence de Gilbert Achcar, professeur à la SOAS, Londres

8 mars 2012

Autour du livre de Jeremy Seekings et Nicoli Natrass, *Class, Race and Inequality in South Africa* (2005).

Discutants : Clotilde Hugon (doctorante) et Laurent Fourchard (chercheur FNSP à LAM) -

5 avril 2012

Autour du livre de Bob White : *Music and Globalization : critical encounters* (2012).

Discutants : Armelle Gaulier (doctorante) et Sophie Moulard (membre associée de LAM)

12 avril 2012

« Musique et événements historiques en République démocratique du Congo » Dieudonné Iyeli Katamu, professeur associé à l'Université de Kisangani RDC

Discutants : Denis-Constant Martin

3 mai 2012

Autour du livre de David Mosse *Cultivating Development: An Ethnography of Aid Policy and Practice* (Anthropology, Culture and Society) (2004).

Discutants : Céline Ségalini (doctorante) et Jean-Philippe Berrou (MCF à Sciences Po Bx)

24 mai 2012

Méthodes et enquêtes de terrain à l'épreuve du genre. Introduction par Lucia Direnberger (CSPRP et CEDREF, Univ. Paris Diderot) et Marième N'Diaye (LAM)

25 octobre 2012

Boureima Alpha Gado, Université Abdou Moumouni, Niamey (Niger)

autour de son ouvrage *Crises alimentaires en Afrique sahélienne. Les réponses paysannes*

Discutants : Vincent Bonnecase, Chargé de recherche CNRS/LAM & Jean-Hervé Jézéquel, MCF, Chercheur associé à LAM

8 novembre 2012

Séminaire des entrants, Maëline Le Lay (CNRS), Jeanne Vivet (Univ. Bordeaux 3) et Jean-Hervé Jézéquel (Univ. Bordeaux IV) ont exposé leurs travaux

6 décembre 2012

Discussion en présence de l'auteur autour de l'ouvrage de Daniel Compagnon, *A Predictable Tragedy: Robert Mugabe and the Collapse of Zimbabwe*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2010, 344 p.

➤ 1 Séminaire d'actualité

Responsables : Vincent Bonnecase et Jean-Hervé Jézéquel

Le séminaire d'actualité « hors les murs » est destiné à un public composite qui dépasse le seul cercle des étudiants et des chercheurs. Ce séminaire est en partenariat avec le département d'Anthropologie sociale et d'ethnologie de l'Université Bordeaux Segalen, dans leurs locaux, place de la Victoire. L'idée est de confronter, sur une thématique commune, les points de vue de chercheurs, de personnes engagées dans une association et d'acteurs institutionnels et de susciter le débat avec l'auditoire sur l'actualité africaine. Les premiers séminaires sont accessibles en ligne en fichiers audio.

29 novembre 2012

« Les conflits au Sahel en question : sécurité et politiques sécuritaires » table ronde animé par Céline Thiriote avec David Ambrosetti, Jean-Marc Châtaigner, Ibrahima Sidibé.

➤ 1 Séminaire commun [2 séances]

22 février 2012, Sciences Po Bordeaux

« Regards croisés sur la gouvernance des ressources naturelles et des forêts » -

10 mai 2012, Sciences Po Bordeaux

« Les pratiques culturelles en tant que moyens de construction et de mobilisation identitaires et politiques » -

➤ 1 Séminaire interne [1 séance]

Un séminaire de recherche à l'UPPA de Pau a été organisé les 11 et 12 juin. Il a paru utile au conseil de laboratoire d'organiser cette rencontre, un peu plus d'un an après la création de LAM, pour accélérer encore les échanges interdisciplinaires, pour interroger à partir de ces projets les axes de recherche actuels et pour faciliter les échanges entre les membres des différentes entités préexistantes à la création de notre laboratoire.

➤ Un partenariat avec le réseau « Genre en Action », initié par le Ministère des Affaires étrangères en 2003 dans le cadre du CEAN. Il s'agit d'un portail d'informations et de ressources sur le genre et le développement [<http://www.genreenaction.net/>]

15 juin 2012, Les rencontres de l'Atelier Genre. « Habitus démocratique et identité nationale. L'intimité en représentation », Éric Fassin, sociologue, professeur à l'Université Paris VIII, EHESS-CNRS.

➤ Un partenariat avec Cap Coopération

Cap Coopération est un centre régional de ressources au service des acteurs aquitains de la coopération internationale, qu'il s'agisse d'associations, de collectivités territoriales, d'institutions de formation et de recherche, d'entreprises, d'hôpitaux, etc. L'objectif est de favoriser la synergie entre ces différents acteurs afin de contribuer à renforcer les initiatives aquitaines de coopération internationale.

28 juin 2012, Atelier de réflexion : « Droits, égalité et participation : la place des populations dans vos projets de solidarité internationale ? » en partenariat avec Genre en Action, Intervenantes : Elisabeth Hofmann, Rosie Westerweld et Elsa Manghi.

25 octobre 2012, « Recherche et développement : quelles connexions pour quels objectifs ? », Tour de France humanitaire et solidaire, étape aquitaine à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV. Intervenants : Elisabeth Hofmann et Jean-Hervé Jézéquel.

L'Architecture de paix et de sécurité en Afrique : dix ans après le Protocole de Durban

Colloque organisé par le CERDRADI-GRECAPP, Université Montesquieu-Bordeaux IV, en partenariat avec LAM, le 30 novembre 2012

<http://cerdradi.u-bordeaux4.fr/colloque-sur-l-architecturede,49.html>

➤ 1 direction de revue

Politique Africaine

N° 124 - La Macroéconomie par le bas (décembre 2011) paru en 2012

N° 125 - La Lybie révolutionnaire, mars 2012

N° 126 - La question homosexuelle et transgenre, juin 2012

➤ Des recherches sur contrats (*Cf. liste générale des contrats p. 27*).

2.1.3 Activité des Enseignants-chercheurs n'appartenant pas aux deux UMR.

Les enseignants-chercheurs qui ont un centre de rattachement à l'extérieur sont au nombre de 10. Il s'agit de trois historiens qui sont membres de l'EA CEMMC (Centre d'étude des Mondes modernes et contemporains) de l'Université Michel de Montaigne, d'un professeur d'histoire économique, membre du GREThA BxIV, d'un spécialiste du travail, professeur de droit, membre du Comptasec Bdx4, d'un professeur spécialiste des relations internationales membre du GRECCAP, d'un professeur d'aménagement membre de l'UMR ADES Bx3 et de trois juristes du CRDREI (Centre de recherche et de documentation européennes internationales) Université Montesquieu Bordeaux IV.

Les productions de ceux-ci seront comptabilisées dans ce rapport selon les classements et références en cours pour les enseignants chercheurs.

2.2 | RECHERCHES DOCTORALES

2.2.1 L'École doctorale SP2 Sociétés, Politique, Santé publique

L'École doctorale a été créée en 2011 par fusion de deux écoles doctorales classées chacune « AA+ » (ED science politique et ED sciences sociales) et une partie de l'école doctorale classée aussi « A+ » (santé), après deux ans de discussion, à partir de l'injonction ministérielle de constitution d'ED de grande taille et interdisciplinaires dans les disciplines à « petits » effectifs.

L'ED résulte ainsi de l'association de Bordeaux Segalen, Bordeaux IV (dont nous délivrons le doctorat en attendant le doctorat de l'université) et Sciences Po Bordeaux. Le montage fonctionne bien mais suppose quelques complexités organisationnelles. L'ED rassemble désormais environ 250 doctorants, les doctorants en science politique étant, au nombre de 75. Elle est dirigée par Bernard Bégaud à partir d'un secrétariat central établi sur le site de La Victoire. Son budget s'élevait en 2012 à 35.000 € abondés par les deux universités, tandis que Sciences Po Bordeaux met à disposition de la partie science politique un budget spécifique de fonctionnement pour l'organisation des jurys de thèse et l'appui administratif à l'ED.

Le lancement de l'ED SP2 pour sa première année de fonctionnement devait affronter trois défis principaux : organiser l'harmonisation des règles, procédures et orientations de gouvernance pour déboucher sur la constitution effective d'une ED unique mais plurale ; organiser l'association au sein d'une ED classique de disciplines de sciences sociales (sociologie, anthropologie, science politique, sciences de la cognition, science de l'éducation, STAPS, psychologie) et de santé publique (épidémiologie, pharmacologie, santé publique, statistiques et santé publique) et donner une consistance à ce périmètre scientifique très large et assez hétérogène ; organiser la coexistence de thématiques de recherches fongibles partiellement mais pas totalement (ex : psychologie de la santé et psychologie ; sociologie de la santé et sociologie ; politiques publiques de santé et science politique). En un an l'ED a réussi à répondre pour l'essentiel à ces trois défis et à proposer des modalités de gestion efficaces, même si tout n'est pas encore parfait.

L'harmonisation des modes de gestion des doctorants et de suivi de leurs activités scientifiques est accomplie. Elle a été facilitée par le large partage des objectifs poursuivis par les différentes composantes originaires de l'ED : renforcement de la professionnalisation des doctorants et de leur intégration dans les dispositifs recherche ; renforcement des droits des doctorants et de leur statut

de jeunes chercheurs allant de pair avec la consolidation des procédures de contrôle de l'effectivité de leur encadrement et de l'avancement de leur recherche ; renforcement des dispositifs d'employabilité (réduction de la durée de la thèse, redéfinition des sujets de thèse, incitations accrues à la visibilité à l'extérieur, renforcement des apprentissages de communication... Il reste deux problèmes à traiter : celui des moyens mis à disposition des doctorants (contrats) qui pose aussi la question de la pertinence des thèses conduites sans financement spécifique notamment en sciences sociales ; et celui de la reconnaissance par les secteurs privé et public du doctorat comme niveau d'employabilité, à l'instar de ce qui existe à l'international.

L'association des disciplines en une École doctorale unique: Cette association est en cours et est bien plus avancée que l'on pouvait le penser au début du projet. L'axe de différenciation est moins l'axe sciences sociales / santé que l'axe sciences conceptuelles / sciences expérimentales. Dans l'immédiat, les différences de perspectives et de traditions scientifiques présentent des aspects très positifs : elles permettent aux politistes de renforcer les compétences en méthodologie et en construction des appareils et dispositifs de vérification et falsification des hypothèses, et force à contrario les collègues des disciplines expérimentales à renforcer leurs cadres conceptuels au sein desquels ils définissent leurs procédures expérimentales. La question du périmètre reste complexe, mais s'est donc modifiée autour de cette opposition de posture scientifique qui est apparue tout au long de cette première année et lors du premier conseil d'attribution des contrats doctoraux non pas comme un problème mais comme un enjeu majeur de renforcement des démarches scientifiques. Cette appréciation positive n'est pas inspirée par les bons résultats des étudiants politistes mais bien par les effets d'apprentissage et d'émulation qui ressortent de la confrontation des savoir-faire.

Le bilan d'une année pleine de fonctionnement est ainsi positif. Il reste des problèmes organisationnels ponctuels à régler (plus forte transparence des procédures, meilleure diffusion des règles, meilleure qualité de l'offre formation, plus forte attraction des doctorants Sciences Po Bordeaux dans les activités de l'ED...) et à confirmer nos premières bonnes pratiques en routines actives. Dans tous les cas, la très forte incertitude de la période de création est passée.

En 2012, 13 thèses ont été soutenues dont 10 au Centre E-Durkheim et 3 au LAM. La durée moyenne des thèses soutenues a été de 5 ans.

Titres des thèses soutenues à Sciences Po Bordeaux en 2012

1. Les impacts de la démocratisation sur un secteur culturel : le cinéma sud-africain post-apartheid
2. La construction collective de l'action publique en faveur de la langue dans un cadre transfrontalier au Pays Basque et en Catalogne.
3. La politique constitutive au Sud : refonder le droit de la famille au Sénégal et au Maroc.
4. Enjeux forestiers globalisés et territoires : les acteurs européens face à la régulation politique multiscalaire.
5. Le débat sur la gestation pour autrui lors de la seconde révision des lois de bioéthique françaises : d'un conflit de légitimités à une entreprise de légitimation
6. L' « Elysée » et l'exercice du pouvoir sous la Ve République : le cas de la politique antiterroriste (1974-1997)

Titres des thèses du Centre Émile Durkheim soutenues à Université Bordeaux Segalen en 2012

1. Du « transexualisme » aux devenirs Trans
2. Identités féminines transgressives au Sénégal : un rapport ambivalent à la glocalisation

3. Construction identitaire et monitoring de soi. La face comme processus expérientiel de subjectivation de l'objectif
4. Maison de migrants au Pays : le cas de la commune de Marginea, Roumanie
5. L'habitat spontané : une architecture adaptée pour le développement des métropoles ? le cas de Bangkok (Thaïlande)
6. Produire et négocier les normes environnementales. Écologues et forestiers face à la biodiversité associée aux bois morts.

Titres des thèses du LAM soutenues à l'Université Montaigne - Bordeaux 3 en 2012

1. Dynamique des accès et des usages d'Internet et du téléphone à Dakar : quels liens avec l'aménagement urbain ?

Titres des HDR soutenues par des membres permanents des UMR

1. Christine Chivallon, LAM HDR d'anthropologie « Espace et anthropologie. Approche des sociétés antillaises et de leur violence fondatrice depuis les entre-deux disciplinaires, EHESS, 12 octobre 2012
2. Pascal Ragouet Centre E-Durkheim a soutenu son HDR sur « Controverse dans la science. L'affaire Benveniste » sous le microscope du sociologue, 7 décembre 2012.

TEL, le serveur de thèses en ligne, alimenté par la base HAL permet non seulement un archivage mais aussi d'évaluer la consultation des thèses déposées sur des périodes données. (<http://tel.archives-ouvertes.fr/>).

Prix de thèse

Isabelle Guinaudeau, Docteur en science politique de Sciences Po Bordeaux et Université de Stuttgart a reçu le Prix d'excellence de la meilleure thèse de l'Université franco-allemande le 29 novembre 2012. Ce prix met en lumière des parcours franco-allemands exemplaires de diplômés de l'UFA. Prix décerné par le Rotary-Club de Paris et le Rotary Club Berlin Brandenburger Tor.

Fin 2012, 117 doctorants étaient inscrits à l'Ecole doctorale SP2 [Sociétés, Politique, Santé publique ED 545]. Compte tenu du nombre d'HDR dans les 2 centres (32) la moyenne de doctorant/ directeur de recherche est de 3,6.

Pour mémoire, suite à la convention entre Sciences Po Bordeaux et l'Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3, sont dorénavant membres du LAM, les étudiants de l'Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3 qui ont souhaité mener une thèse sous la direction d'un enseignant-chercheur ou chercheur du LAM dans l'une des disciplines relevant de l'École doctorale Montaigne Humanités (ED 480). Ceux-ci sont au nombre de 24. À ceux-ci s'ajoutent aussi les doctorants de l'ED 481 Sciences sociales et humanités de l'UPPA (Université de Pau et des pays de l'Adour) dont le laboratoire d'accueil est LAM. Ils étaient au nombre de 11 en 2012.

Tableau 4 : Nombre de thèses en cours au Centre E-Durkheim et au LAM fin 2012 par année d'inscription

Année	Rattachement	1	2	3	4	5	6+	10+	Total
C E-Durkheim	IEP	11	10	12	6	4	2		45
	BxS	1	8	10	12	5	6		42
LAM	SP2/ IEP	7	6	7	5	3	2		30
	BX3	3	8	1	5	3	2	2	24
	Pau	6	2	1	1	1			11
Total général		28	34	31	29	16	12	2	152

Tableau 5 : Financement des thèses en cours au Centre E-Durkheim et à LAM fin 2012

	ATER	CONT- DOC MESR	ALLOC REGION	ALLOC IdEx	CIFRE	BOURS E DGA	ANR & ANRS	Assist moniteur normalien	BOURSE GVT FR & MIN.	BOURSE GVT ETR.	CDI	Total
CED-IEP	1	5	4	1	3	1	1					15
CED-BxS	1	7	1	1	6			2	2	3	2	23
LAM	4	5	2		1		1		3	2		18
LAM Bx3									3			3
LAM Pau									6	1		7
	6	17	7	2	10	1	1	2	12	6	2	66

Tableau 6 : Quelques indicateurs Doctorants de Sc.Po Bx/SP2

Nombre de thèses soutenues en 2012	Durée moyenne	taux de financement des doctorants	Ratio doctorants / HDR
13	5	43%	3.6

Les parcours recherche permettant de s'inscrire en thèse sont :

Master 2

MIDAF - Spécialité Dynamiques africaines

PDAPS - Politique et développement dans les pays du Sud

PI - Politique internationale

SPR - Sociétés, pouvoirs et représentations

2.2.2 Séminaire des doctorants

Les séances du séminaire général du Centre E-Durkheim sont précédées d'un séminaire des doctorants.

9 février 2012

- Laetitia Franquet, sociologie, 4^{ème} année : « Analyse comparative de la prise en charge politique des violences exercées par un partenaire ou ex-partenaire intime, en France et en Espagne »

- Amandine Montagut, science politique, 4^{ème} année : « Le développement durable, les entreprises et la gouvernance des territoires : le cas de l'entreprise La Poste ».

12 avril 2012

- Nadia Obkani, science politique, 1ère année : « L'institutionnalisation de l'évaluation et ses enjeux dans la conduite de politiques sociales : exemple de la CAF et de la CNAF »
- Marilyne Rudelle, sociologie, 3ème année, dir. Eric Macé : « Ce que font les humoristes d'actualité au professionnalisme des journalistes »

7 juin 2012

- Clément Costanza, science politique, 2ème année : « Région, formation professionnelle, parcours individuels : sociologie politique des stratégies d'action à l'épreuve de l'instabilité »
- Awa Diop, sociologie, 4^{ème} année, dir. Eric Macé : « Nation et genre : que font les figures féminines scandaleuses à la sphère publique sénégalaise ? »

2.2.3 Association des doctorants

➤ L'Association des jeunes politistes de Bordeaux (AJPB)

Les doctorants ont créé en février 2008 l'AJPB (Association des Jeunes Politistes de Bordeaux, www.ajpb.fr). Ils ont organisé en 2012 trois séminaires doctoraux et une journée. Les activités qui leur sont uniquement destinées leur permettent de présenter et discuter leurs travaux dans un cadre informel.

15 février 2012

Coline Salaris (CED)

« De l'être victime à son devenir politique - Mobilisations victimaires dans deux affaires de santé publique: vigneron phyto-victimes et enfants du Distilbène ».

François Cellier (LAM)

« Nomination des ambassadeurs à partir du cas des ambassadeurs de France en Afrique ».

4^e Journée d'étude doctorale 12 janvier 2012 « Catégorie et représentations de classes des groupes sociaux au Nord et au Sud- Le travail des entrepreneurs d'identité » Sciences Po Bordeaux

➤ Association « Vocation sociologue » [www.vocation-sociologue.fr]

Vocation Sociologue, l'association des doctorants et docteurs du département de sociologie de l'Université Victor Segalen Bordeaux 2, a pour mission d'accompagner et de favoriser la professionnalisation des jeunes sociologues. Elle vise à tisser des liens pérennes entre le monde universitaire et les mondes économiques, administratifs et associatifs locaux, et souhaite dialoguer avec les acteurs du territoire pour mieux répondre à leurs besoins et promouvoir l'utilité d'une sociologie appliquée aux problématiques locales. Pour cela, l'association s'est fixée comme objectifs de :

- Constituer un espace de socialisation, d'échange et de réflexion entre docteurs et doctorants en sociologie.
- Regrouper les compétences, faire circuler les informations utiles (offres d'emploi, post-docs, bourses, stages, appels à communication et à contribution, appels d'offres, etc.).
- Valoriser les savoir-faire et donner une meilleure visibilité aux travaux des jeunes chercheurs en sociologie par la promotion des résultats de leurs recherches à l'intérieur et

hors du domaine académique via différents moyens de communication (colloques, conférences, rencontres-débats, articles, etc.)

- Ouvrir de nouvelles perspectives professionnelles en établissant des contacts avec des sociologues exerçant en libéral, en entreprise, en administration, mais aussi en multipliant les passerelles avec les acteurs locaux (administrations publiques, collectivités territoriales, monde associatif, entreprises, etc.).
- Proposer une sociologie qui s'adresse directement aux acteurs de terrain, tout en s'inscrivant dans une démarche d'expertise critique et en s'appuyant sur une diversité thématique, méthodologique et théorique.

2.2.4 Revue Dynamiques internationales

Un groupe de doctorants du Centre Emile Durkheim a créé une revue scientifique électronique « Dynamiques internationales », spécialisée en relations internationales. La revue, fondée sur l'ouverture aux différentes perspectives en RI, couvre plusieurs axes d'études : théories des RI, ressorts de la régulation internationale (institutions, normes, acteurs et processus), enjeux et politiques de sécurité, analyse des politiques étrangères, économie politique des RI.

Son fonctionnement repose sur les contributions de doctorants et chercheurs de tous horizons, en France et au-delà <http://www.dynamiques-internationales.com>

Numéros parus en 2012

La régulation au Caucase. Diversité des processus de gouvernance et variété des agents, *Dynamiques Internationales*, no.6, février 2012

50 ans d'indépendance algérienne : identités, politiques et sécurité, *Dynamiques Internationales*, no.7, octobre 2012

2.2.5 Contrats doctoraux et post-doctoraux obtenus en 2012

Sur les 12 contrats doctoraux mis au concours par l'École doctorale SP2, le Centre E-Durkheim a présenté 4 candidats et LAM 3 candidats. Nous avons obtenu 6 lauréats dont 3 issus du parcours « Sociétés, Pouvoirs, Représentations » du master commun à Sciences Po Bordeaux et au département de sociologie de l'Université Bordeaux Segalen, 2 de PDAPS et 1 du parcours GPRS. Un des lauréats, politiste, a obtenu par la suite un financement IdEx, 5 politistes (3 C-Durkheim, 2 LAM) et 1 doctorant en sociologie ont obtenu un contrat doctoral MESR.

À ces financements s'ajoutent des allocations doctorales ou postdoctorales dans le cadre de contrats de recherche notifiées en 2011 et qui ont débuté en 2012

Allocations doctorales

-Implantation locale des députés : une comparaison entre membres français du parlement européen et de l'assemblée nationale (CRA)

-Réforme éducative et modernisation des écoles coraniques : étude comparative entre le Sénégal et le Mali (CRA)

- Les femmes en campagne, les élues municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants, approche comparative des ressources et des pratiques (ANR)

Financement postdoctoral

- Les territoires de l'élection, genre, religion et politiques locales. Une approche comparée (France 19^e-21^e siècles) (ANR « *GENEREL*)
- Modèles, pratiques et cultures scolaires en Afrique de l'Ouest francophone (ANR « *MOPRACS* »)
- Les vins de Bordeaux, les marqueurs "environnementaux" et le "paquet pesticides" européen - alloc post-doctorat (*CRA*)

2.2.6 Séjours de doctorants et post-doctorants à l'étranger dans le cadre de bourses

Séjour d'étudiants en thèse

Damien Simmoneau a été accueilli du 1^{er} février au 21 avril 2012 par le Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ) pour réaliser un travail de terrain intitulé « Les mobilisations citoyennes israéliennes en faveur de barrière de sécurité », il séjourne au North American Center for Transborder Studies (NACTS) Arizona State University (USA) du 10 septembre 2012 au 31 mars 2013 dans le cadre du programme Fulbright doctorants.

Rozenn Nakanabo Diallo (doctorante LAM/Sciences Po Bordeaux) a séjourné à l'Université d'Oxford de septembre 2011 à octobre 2012. Retenue dans le cadre du programme Oxpo (structure de collaboration en sciences sociales entre l'Université d'Oxford et Sciences Po). Elle était accueillie au département "Politics and International Relations" pour y rédiger sa thèse.

Audrey Alexandro était invitée à l'Instituto de Relações Internacionais de l'Université de São Paulo (Brésil) du 1 avril au 30 mai 2012.

Glenn Mainguy (doctorant Centre E-Durkheim), titulaire d'une allocation de thèse dans le cadre du projet financé par le Conseil régional d'Aquitaine (cf-contrats CRA 20121405001) séjourne depuis octobre 2012 et pour 9 mois au Centre franco-russe de recherches en sciences humaines et sociales à Moscou.

Isabelle Guinaudeau, docteur en 2011, qui a séjourné à l'European University Institute, Florence (Italie) - Max Weber Fellow en 2011-2012, a été recrutée au CNRS.

2.3 | LA RECHERCHE SUR CONTRATS

La recherche à Sciences Po Bordeaux est financée très largement sur ressources propres (contrats et subventions).

La liste ci-dessous récapitule l'ensemble des contrats en cours (contrats ANR, subventions du Conseil régional d'Aquitaine, européennes, des ministères et autres organismes), donne un bref descriptif et signale les principales activités conduites en 2012. La plupart des contrats sont pluriannuels et certains sont complémentaires dans la mesure où leur obtention a nécessité un montage financier.

2.3.1 Recherches contractualisées

2.3.1.1 PEPS [3]

L'IdEx Bordeaux et le CNRS ont lancé un appel à projets commun « PEPS » [Projets exploratoires, premier soutien] visant à favoriser la recherche interdisciplinaire sur le site bordelais. Le but étant d'aider à préparer scientifiquement des réponses à des appels nationaux et européens et à favoriser l'intégration disciplinaire des communautés locales. Deux chercheurs du LAM sont lauréats de ce premier appel et deux chercheurs du Centre Émile Durkheim participent à un PEPS piloté par un autre centre.

PEPS « Risque(s) et gouvernance du risque » Jean-Philippe Berrou (LAM) - *Porteur principal* - 12 mois - (07/07/2012 - 07/07/2013) - 25 000€

La notion de risque est aujourd'hui au cœur du processus décisionnel des acteurs politiques comme économiques. Les sociétés modernes développées seraient des « sociétés du risque » (Bech). Les sociétés et économies en développement, et tout particulièrement les pays émergents, dont les dynamiques d'évolution économique, politique, sociale, technologique, environnementale sont rapides et difficilement prévisibles sont eux aussi devenus une source importante de risque pour l'ensemble de l'économie mondiale et des relations internationales. Le management du risque est ainsi devenu un enjeu central pour la gouvernance politique (politiques publiques) et privée (entreprises, ONG...), qui se traduit par des pratiques très hétérogènes selon les secteurs d'activité et les pays. Les diverses grilles d'analyse existantes, au-delà de leur aspect instrumental, montrent cependant une notion complexe, peu stabilisée, sur laquelle une réflexion, interdisciplinaire reste à construire.

L'objectif de ce projet est de structurer à Bordeaux une recherche pluridisciplinaire sur le(s) risque(s) autour de trois axes de réflexion : (i) théorique, sur les définitions du risque à travers les différentes sciences sociales impliquées dans le projet et sur la possibilité d'articuler ces conceptions alternatives ; (ii) méthodologique, sur l'évaluation et la quantification du risque (comment dans chaque discipline, et sur des terrains différents, est appréhendée la notion de risque) ; (iii) pratique, sur l'opérationnalisation et la gouvernance du risque par les acteurs (gouvernements ; firmes multinationales ; ONG ; groupes d'acteurs individuels, populations).

Ce projet vise à faire du risque une notion transversale émergente sur le pôle bordelais en mettant en réseau les chercheurs et enseignants chercheurs bordelais qui travaillent avec cette entrée risque, ou dans une perspective proche. Une journée d'étude sur le thème sur « Le risque au prisme de la science politique » a été organisée le 26 oct. 2012.

PEPS « Faim, savoirs experts et mobilisation - La fabrique des politiques de lutte contre la faim entre savoirs experts et mobilisations sociales - le cas de l'Afrique sahélienne » Vincent Bonnacase (LAM) - *Porteur principal* - 12 mois - (07/07/2012 - 07/07/2013) - 27 500€

PEPS « Nouvelles Frontières de la souffrance psychique » Emmanuel Langlois - Éric Macé (Centre E-Durkheim) - Participation - 12 mois - (07/07/2012 - 07/07/2013) - 15 K€

Ce PEPS est piloté par l'UMR 5251. Un séminaire interdisciplinaire mensuel et une journée d'étude sont programmés pour 2013.

2.3.1.2 ANR [9], ANRS [2]

ANR - GENEREL (11-PDOC-01501) - Porteur principal - 36 mois - (01/01/2012 - 31/12/2014) - 250 411 €

M. Della Sudda, chargée de recherche CNRS au Centre E-Durkheim porte ce projet sur « Les territoires de l'élection, genre, religion, politiques locales. Une approche comparée (France 20-21^e siècles) ».

Le projet apporte un point de vue original sur la façon dont les femmes ont accédé et accèdent aux mandats électoraux. Il privilégie une observation locale et comparée de 3 municipalités, en intégrant une analyse des origines du suffrage municipal féminin en France dans une réflexion actuelle sur l'accès des femmes aux mandats électoraux. Ce projet répond à la question de la construction et de la légitimation de l'inégalité dans l'accès des femmes aux mandats électoraux. Il insiste sur le rôle des réseaux confessionnels, et principalement catholiques, dans les mobilisations en faveur de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats politiques, dont la parité est l'exemple le plus récent. Le projet pluridisciplinaire privilégie une approche sur le temps long et le croisement des méthodes. La chronologie s'étend de la conversion de l'Église catholique au suffrage féminin dans l'entre deux-guerres aux consultations municipales de 2014. Une allocation de thèse de 3 ans et 27 mois de post-doc sont prévus dans le financement de ce projet.

L'ANR a débuté en janvier 2012. Deux séminaires de recherche ont été organisés dans le cadre de l'ANR visant à faire le point sur l'état de la recherche sur le sujet. Le projet prévoyait la participation au congrès de l'ECPR qui se tiendra cette année à Bordeaux. La proposition de panel n'ayant pas été retenue, nous reporterons l'organisation d'une manifestation scientifique à l'année 2014. L'année écoulée, Victor Marneur, qui fait sa thèse sur l'accès des femmes aux mandats municipaux a établi une base de donnée sur le profil des élues à partir des déclarations de candidature des candidats. Il dépouille actuellement les dossiers de démission de mandat électoraux. Fanny Bugnon, post-doctorante, a poursuivi son travail sur les candidates désignées par le parti communiste en 1925. Elle a effectué dans ce cadre des communications et rédige actuellement une notice pour le dictionnaire du mouvement ouvrier, le Maitron.

ANR - MOPRACS (11 FRA 009 01) - Porteur principal - 36 mois - (01/01/2012 - 31/12/2014) - 215 000 €

H. Charton (LAM) dirige cette recherche. Ce programme pluridisciplinaire vise à contribuer à la compréhension des « Modèles, pratiques et cultures scolaires en Afrique de l'Ouest francophone » à un moment où ceux-ci sont en pleine recomposition. En effet, les questions de la gestion publique ou privée de l'éducation, de son caractère laïc ou religieux, « national » ou extraverti sont réactivées dans un contexte de fort interventionnisme international. En dépassant les études qui se concentrent sur les normes et modèles éducatifs africains, comme étant de plus en plus définis dans des arènes globales, ce projet cherche à montrer comment les politiques publiques d'éducation sont le produit de négociations et transactions entre les acteurs impliqués à l'interface entre l'école, l'Etat, la société et le monde international, et résultent de pratiques souvent hybrides et créatives. Sarah Fichtner qui est accueillie en post-doc pour une durée de 3 ans termine son terrain de longue durée au Bénin où elle étudie les quotidiens scolaires. Hélène Charton a également réalisé une mission de recherche en novembre sur ce programme. Une journée d'étude commune au programme

aquitaine GEOPOLECA est prévue les 11 et 12 avril 2013 à Bordeaux. Par ailleurs plusieurs membres de l'équipe participeront la conférence de l'ECAS à Lisbonne en 2013 dans la cadre d'un panel proposé par les membres de l'équipe.

Une allocation post-doctorale de 3 ans est attachée à ce projet.

ANR - APPI (10-SUDS-015-03) - Porteur secondaire - 36 mois - (15/12/2010 - 14/12/2013) - 40817 €

D. Darbon (LAM) est partenaire de la recherche ANR « Une action publique éclatée. Production et institutionnalisation de l'action publique dans les secteurs de l'eau potable et du foncier (Bénin, Burkina-Faso, Niger) ». L'objectif global du projet vise à mieux comprendre les processus de construction et d'institutionnalisation de l'action publique dans des pays sous régime d'aide. À partir d'un matériau empirique riche et varié recueilli sur deux secteurs essentiels, il s'agit d'apporter une contribution au débat sur la nature de l'État, sur les conditions du changement institutionnel et politique dans ces pays, sur la possibilité de politiques publiques autonomes dans des états dépendants de l'aide. D. Darbon est responsable du WP5 sur l'analyse transversale. La restitution des terrains est prévue en mars 2012 et à Ouagadougou en juin 2012.

ANR - XenAfPol (10-SUDS-009-01) - Porteur principal- 36 mois - (15/12/2010-14/12/2013) -67 600 €

Les politiques de l'exclusion xénophobe en Afrique : mobilisation, ordres locaux et violence, Laurent Fourchard (LAM) en collaboration avec Aurelia Segatti (Université de Witwatersrand).

Avec l'accroissement de la population africaine et de sa mobilité, les sociétés continentales ont vu l'augmentation de l'hétérogénéité sociale, culturelle, linguistique et économique. Les autorités locales contrôlent peu les processus socio-économiques dans les villes et les métropoles. Les vagues d'exodes ruraux vers les grandes villes ont affecté les formes de transformation urbaines. Des mouvements volontaires et forcés d'inclusion et d'exclusion résultent de ces migrations et contribuent à modifier la distribution du pouvoir et de l'espace. Dans plusieurs pays, l'exclusion a pris la forme d'attaques violentes ciblant en particulier les étrangers et des groupes identifiés comme étrangers. Ce projet a pour but d'étudier ce phénomène sous deux aspects : celui de la dynamique des changements sociaux entre les natifs et les étrangers, nationaux et étrangers et celui du rôle de l'État dans son management de la diversité culturelle et de la différenciation socio-économique. Les universités partenaires de l'ANR sont les universités d'Oxford et Cambridge, les Universités de Witwatersrand et de Lagos, l'Institut français de recherche en Afrique (IFRA) au Nigeria et l'Institut français d'Afrique du Sud (IFAS).

29 mai 2012, "Violence and the Production of Difference", 2e journée "The Politics of Xenophobic Exclusion: Mobilisations, Local Orders and Violence", responsables : Aurélie Segatti (Université de Witwatersrand, Johannesburg) et Laurent Fourchard. - Adam Higazi, King's College, Cambridge : "Social Stratification, Property and Religious Politics in Jos, Nigeria : An Ethnography of Communal Relations in a Divided City." - Jimam Lar & Adam Higazi, Institute of African Studies, Université de Bayreuth, "Comparative Study of Conflict and Coexistence in Northern Nigeria: Xenophobia and Collective Action in Plateau, Kaduna, Bauchi and Gombe States." - Tamlyn Monson, London School of Economics-ACMS/University of Witwatersrand, Johannesburg, "Mobilization in Unauthorised Settlements and the Meaning of Xenophobic Violence in South Africa: Some Historical and Theoretical Perspectives."

ANR - AMP (10-SUDS-011-02) - Porteur secondaire - 36 mois (15/12/2010-14/12/2013) - 32 968€ - Frédéric Le Marcis (LAM)

F. Le Marcis est responsable de l'Axe trois (Classes moyennes, AMP et inégalités de santé) de l'ANR AMP dirigée par Doris Bonnet (DR, IRD) « Stérilité et recours à l'Assistance Médicale à la Procréation dans le contexte de mondialisation (Pretoria, Douala, Paris) ». Les travaux de recherche sont menés au sein de l'*infertility clinic* de l'hôpital universitaire Steve Biko à Pretoria et dans la province du Gauteng auprès de couples confrontés à un problème d'enfantement. Des acteurs historiques de la mise en place de l'AMP sont également interrogés. Les travaux sont menés sur place par Nina Worthe et Rehana Ebrahim Vally. En 2012, F. Le Marcis a effectué une mission du 18 février 2012 au 03 mars 2012. Des observations et des entretiens au sein de l'*Infertility clinic* ont été menés auprès des professionnels de santé, des techniciens de laboratoire, des patients, pendant les consultations ou les staffs du laboratoire. Des entretiens avec des acteurs ou témoins clés de la prise en charge de l'infertilité en Afrique du Sud ont été menés ; un recueil systématique d'itinéraires de couples dans l'infertilité a été fait : découverte, recours, diverses questions ont été abordées. Présentation et discussion de résultats préliminaires ont eu lieu les 27 et 28 septembre 2012 lors des journées d'études organisées au CEMAF à Paris. Un panel a été coorganisé sur le thème "Matters of concern: Negotiating un/certainties in health-related sciences, policies and experiences" au Congrès de l'EASA (European Association of Social Anthropologists), 10-13 juillet 2012, Paris, Université Paris Ouest, Nanterre, et, F. Le Marcis a communiqué au colloque « Sélection, tri et triage en médecine. Logiques, pratiques et valeurs. » (Paris, Université Paris Diderot) 19-20 novembre 2012 sur « Logiques de la reconnaissance et de la prise en charge de l'infertilité en Afrique du Sud. » Une publication est en cours de soumission.

ANRS - 12242 Allocation Post-doctorale (LAM) - 24 mois (01/10/2010 - 30/09/2012) 97 195 € + Subvention 36 mois -70 000 € (01/10/2010-30/09/2013)-

Ce projet de recherche est codirigé par Frédéric Le Marcis et Mariatou Koné (Université de Cocody-Abidjan). Financé par l'ANRS jusqu'en décembre 2013, il rassemble 3 enseignants chercheurs (Mariatou Koné, Kouamé Nguessan, Frédéric Le Marcis) 1 post-doctorante du LAM (Charlotte Brives) et deux étudiantes ivoiriennes qui réalisent leur master dans le projet (Arlette Tolayad Kouamé et Fadiga Mangbè).

Les enquêtes réalisées consistent en une ethnographie de l'activité des chercheurs et des agents de santé dans le cadre des essais croisés à une ethnographie de l'expérience des individus recrutés. Il s'agit donc à la fois de saisir l'essai clinique entre ses murs et à partir de ses traces dans la vie quotidiennes des patients recrutés (transformation des pratiques, des conceptions du corps mais aussi production de nouvelles subjectivités). C. Brives a publié, « L'individu dans un essai thérapeutique : sur quelques aspects du devenir objet dans les expérimentations scientifiques. » dans la Revue d'anthropologie des connaissances, 2012/3 Vol. 6, n° 3, p. 185-207. Un colloque sera organisé à Lyon en septembre 2013 et une restitution des résultats est prévue à Abidjan en novembre 2013.

ANRS - 12220 (B53) : Action publique et lutte contre le sida au Bénin - 36 mois (01/09/2009 - 31/08/2012) 1526 € + allocation de thèse 105 335 €

L'objet de la recherche faite par P. Bonvalet (doct./LAM) est l'analyse publique de la lutte contre le sida au Bénin. La construction de cette action publique sera analysée à travers la problématique de l'accès universel aux traitements antirétroviraux qui représente un tournant pour l'action publique dans ce secteur et le passage à un nouveau « référentiel global ». L'examen des acteurs, de leurs discours et des "outcomes" permettra une analyse de la construction de la politique de lutte contre le sida au Bénin, mettant ainsi en lumière relations entre acteurs et niveaux d'action à travers la question de l'accès aux antirétroviraux. Le rôle de l'État béninois dans ce processus sera examiné, et particulièrement le phénomène de « réappropriation » nationale de politiques décidées au niveau

international. Enfin, les dynamiques locales seront analysées pour appréhender leur rôle dans la mise en œuvre de ces politiques. L'analyse sera principalement réalisée grâce à des entretiens semi-directifs des acteurs engagés dans la lutte contre le sida au Bénin, du niveau local aux représentants des organisations les plus globales.

ANR - CITREP (09-FASHS-046) - Porteur principal-36 mois (15/12/2009 - 14/12/2012) - 320 K€

Cette ANR « Citoyens et parlementaires en Allemagne et en France » a été obtenue conjointement par E. Kerrouche (C E-Durkheim) et O. Gabriel (Université de Stuttgart) pour la partie allemande, dans le cadre de l'appel à projet franco-allemand ANR-DFG. Le projet a pour but une étude comparée des normes fondatrices, de la perception et de la pratique de la représentation politique en France et en Allemagne. Un volet descriptif aura pour objet de faire le point sur les similarités et les différences dans les modèles de représentation, tandis qu'un volet explicatif essaiera de comprendre à quelles caractéristiques systémiques sont dues ces différences et analysera les variations intrasystémiques des attitudes envers la représentation. Deux approches sont prévues, l'étude des comportements, rôles et attitudes des membres des parlements français et allemand et l'attitude des citoyens face à la représentation. En 2012, des journées d'étude se sont tenues à Capbreton du 24 au 26 juin pour faire un état sur les enquêtes conduites dans chaque pays. D'une part, nous avons continué à exploiter les données issues du sondage intervenu en France et en Allemagne à la fin de l'année 2011 qui portait sur le jugement des citoyens vis-à-vis de la représentation démocratique dans chacun des pays. D'autre part, l'aspect qualitatif du projet a continué à se déployer tout au long de l'année écoulée. Nos collègues allemands ont fini cette partie en opérant des suivis de terrain de députés dans plus de 60 circonscriptions allemandes. En ce qui concerne la France nous avons atteint la moitié de ce chiffre sachant que les élections législatives ont constitué un écueil majeur : il n'a plus été possible de suivre les députés à partir du mois de février 2012 en raison de la proximité des élections législatives. Nos investigations ont néanmoins repris en octobre 2012. Cela n'a pas empêché que se déroule la conférence finale internationale à Berlin au Bundestag en novembre dernier.

ANR - GEDI (08-GOUV-027-01) - Porteur principal-48 mois (15/12/2008 - 14/12/2012) - 104 154 €
[<http://gedi.gerpisa.org>].

Codirigée par l'économiste Bernard Jullien et le politiste Andy Smith (C E-Durkheim), cette recherche visait à actualiser les connaissances sur le degré d'implication de l'Union européenne (UE) dans la régulation des industries en général, et de quatre en particulier (l'automobile, les produits pharmaceutiques, le vin et l'aquaculture). Plus exactement, à travers une enquête étroitement coordonnée qui implique aussi l'analyse de cinq autres domaines d'activité communautaire (la concurrence, le développement durable, l'emploi, le commerce extérieur et la politique industrielle), l'équipe a produit des nouvelles connaissances sur le contenu et les effets des institutions de régulation qui ont été mises en place à l'échelle communautaire. L'hypothèse centrale du projet étant que si les industries se gouvernent à l'échelle européenne, la forme du gouvernement qui en découle est à la fois fondamentalement incomplète et l'objet de dépolitisations systématiques. 2012 a constitué la quatrième et dernière année de financement de ce projet ANR. Elle a été consacrée essentiellement à l'achèvement des recherches de terrain et à la préparation de nombreux supports de valorisation. Sur le premier plan, des dernières campagnes d'entretiens ont été effectuées pour l'ensemble des quatre industries (vin, automobile, médicaments et aquaculture) et régulations trans-industrie (concurrence, développement durable, emploi et commerce extérieur). En outre, des recherches bibliométriques ont permis de compléter les analyses. En ce qui concerne la valorisation, au centre de ce travail se trouvait la préparation de cinq ouvrages collectifs (un sur le projet d'ensemble, quatre par industrie - 3 des 5 en anglais) qui devraient tous voir le jour en 2013 ou 2014. À côté de ce travail, de nombreux articles et communications de colloque ont également été produits.

ANR - LEGIPAR (08-GOUV-0018-01) - Porteur principal - 36 mois (15/12/2008 - 14/06/2012) - 232 536 €
[<http://legipar.sciencespobordeaux.fr>].

Le projet ANR LEGIPAR piloté par O. Costa (C E-Durkheim) est arrivé à son terme fin juin 2012. Les derniers mois du projet ont été consacrés à la consolidation et à la vérification des bases de données et à la rédaction des articles d'un numéro spécial du Journal of Legislative Studies. Ce numéro spécial, consacré au Parlement français, regroupe 9 contributions (7 articles, une introduction et une conclusion), tous fondés sur les résultats du projet LEGIPAR. Il paraîtra en juin 2013. Le projet a atteint les objectifs initialement fixés, qui étaient de deux ordres. D'une part, l'équipe dispose de données exhaustives sur les différents aspects de la représentation parlementaire en France, qui ont permis de prendre le contre-pied de certaines idées reçues sur la représentation parlementaire, du double point de vue des élus et des électeurs. LEGIPAR a, d'autre part, engendré de nouveaux projets, financés par l'ANR (CITREP) et la Région Aquitaine (Elections législatives, SENAT, IMPLOC), et permis à l'équipe de s'insérer fortement dans les réseaux (PARTIREP) et projets internationaux (PARENEL, Delors' Myth) qui traitent de l'étude des parlements et des parlementaires.

ANR - DISCRI (2010 BLANC 1814 01) - Porteur principal - 48 mois (01/01/2011 - 01/07/2013) - 41 912 €

Ce projet intitulé « La discrimination comme expérience et comme philosophie politique pratique » est sous la responsabilité scientifique de François Dubet (C E-Durkheim). Il s'efforce de décrire et d'analyser l'expérience de groupes et d'individus à priori discriminés en fonction de leur sexe et de leurs caractéristiques « ethnoraciales ». Il vise à savoir comment les acteurs perçoivent la discrimination, la vivent et l'interprètent, et à savoir pourquoi elle leur semble plus ou moins intolérable. Le projet portait sur quatre secteurs dans lesquels seront examinés le cas des femmes et des membres de minorités ethnoraciales : l'école et le monde du travail ; les médias et la vie politique. Ce projet est cofinancé par un contrat de la MIRE.

La recherche empirique a été réalisée et un rapport final a été envoyé à la DREES-MiRe en septembre. Un ouvrage vient de sortir aux éditions du Seuil, intitulé *Pourquoi moi ? L'expérience des discriminations*. Des articles sont en cours de rédaction.

2.3.1.3 CONTRATS EUROPÉENS [2], EGIDE [1]

EDUMIGROM (Ethnic Differences in Education and Diverging Prospects for Urban Youth in an enlarged Europe - (01/03/2008-01/03/2011) - 109 440 €

Ce contrat est terminé depuis 2011. Un contrat de publication d'un ouvrage collectif intitulé "Migrant, Roma and Post-Colonial Youth in Education Across Europe", vient d'être signé avec la maison d'édition Palgrave-MacMillan à paraître en 2013.

LOCALISE (Local Dimensions of Integrated Social and Employment Policies) - 7PCRD /Theme SSH-2010-2.1-2/Local welfare systems favouring social cohesion. GA266768. (07/2011-07/2014) - 246 668 €- gest. ADERA

T. Berthet (C E-Durkheim) est un des six participants du projet piloté par l'Université d'Oldenburg, Allemagne. En 2012, a été réalisé un travail comparatif sur la gouvernance nationale des politiques intégrées de cohésion sociale et d'emploi, basé sur les rapports nationaux établis l'année précédente. Ce travail a été présenté lors d'une réunion à Edimbourg en février 2012, ainsi qu'à une conférence à Milan en août. Il a par ailleurs donné lieu à une réflexion d'ordre méthodologique.

Un important travail empirique a été effectué. Il s'agissait d'analyser la gouvernance locale de ces politiques dans trois villes en France, choisies d'une part sur la base de critères socio-économiques, et d'autre part au regard des problématiques rencontrées localement : Montpellier, Bordeaux et Tours. La première étude de cas (Bordeaux) a été présentée à une réunion à Milan en août 2012. Les terrains effectués à Montpellier et Tours se sont terminés en décembre 2012.

Les premiers résultats montrent des systèmes de gouvernance locaux relativement similaires, les politiques de l'emploi s'appuyant majoritairement sur un modèle centralisé. Néanmoins, les acteurs locaux élaborant les politiques publiques, ceux qui les mettent en œuvre, ainsi que les opérateurs de terrain, semblent tout de même avoir une marge de manœuvre qui réside principalement dans la définition de priorités (territoires et publics) et des modalités de mise en œuvre. Cela a permis de faire ressortir un maillage horizontal et vertical important, qui révèle une approche intégrée complexe. Les différents obstacles à une telle approche relèvent de variables telles que les différentes cultures institutionnelles et/ou professionnelles, une dynamique principalement descendante, une répartition des compétences encore vague, des politiques publiques qui se rigidifient, etc. Les facteurs facilitant sont notamment la proximité, le corporatisme des travailleurs en charge de l'accompagnement des bénéficiaires, etc. Deux éléments majeurs peuvent à la fois faciliter et freiner la mise en place de cette approche intégrée : la variable politique (au sens de politics), ainsi que les restrictions budgétaires relatives à la situation économique actuelle

CO-REACH [Coordination and Research between Europe and China] D. Bach / C E-Durkheim - Porteur principal - 24 mois (29/05/2009 - 21/05/2011) - 30 K€

Ce projet est terminé. L'aboutissement des recherches menées dans le cadre du programme européen ERANET COREACH a donné lieu à une restitution dans le cadre de la conférence organisée sur la thématique EMERGING AFRICA : MOMENT OR MOMENTUM ? (Centre Emile Durkheim, 1er mars 2012) en cours de publication sous la forme d'un numéro spécial du SOUTH AFRICAN JOURNAL OF INTERNATIONAL AFFAIRS (vol. 20, no 1, Avril 2013).

2.3.1.4 CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE [15]

La production et l'expression des sentiments moraux dans un contexte de changement social radical. Une analyse des expériences rurales dans trois pays postcommuniste (Russie,

Biélorussie, Roumanie) (20121405001) - 48 mois - (09/07/2012-08/07/ 2016) 36 000€ + allocation thèse 98 K€

Le projet de recherche, piloté par Ronan Hervouet (C E-Durkheim) vise à mettre en lumière la manière dont les expériences rurales et les stratégies individuelles et domestiques de reconversion à l'Est de l'Europe produisent une nouvelle grammaire des sentiments moraux (nostalgie, ressentiment, désespoir, haine de soi, reconnaissance, dignité...) ainsi que leur traduction dans l'arène politique (structuration d'une offre politique, participation, fatalisme, anomie..).

Depuis octobre 2012, le travail de collecte et d'études documentaires a été amorcé par l'équipe. En outre, des entretiens et des recherches documentaires (presse, archives) ont déjà été menées dans les trois pays concernés. Des missions ont été réalisées en Biélorussie, Roumanie et Russie. G. Mainguy, qui bénéficie d'une bourse de mobilité du Centre franco-russe de recherche en sciences humaines de Moscou, séjourne près de la capitale russe depuis octobre 2012. Enfin, un séminaire comprenant cinq séances a été programmé entre février et juin 2013 : une séance sera consacrée à la restitution de travaux de l'équipe (Ronan Hervouet et Lorena Anton), quatre autres séances seront consacrées à des travaux différents de sociologie rurale en présence d'invités :

Monica Heintz (Paris Ouest Nanterre La Défense / IUF), Nicolas Rénahy (INRA), Estelle Lezean (Institut des Sciences sociales du Politique), Jessica Allina-Pisano (New School for Social Research).

Choisir son député en 2012 : vote personnel, vote économique et effet institutionnel.
(20111407001) - 48 mois (11/07/2010 - 12/07/2015) 71 200 €

Le projet sous la direction d'E. Kerrouche (C E-Durkheim) constitue l'une des composantes des enquêtes électorales françaises coordonnées au sein du réseau TRI-ELEC qui rassemble des chercheurs de Sciences Po Paris, Grenoble et Bordeaux intéressés par l'étude des choix électoraux. L'objectif du programme de recherche innove en étudiant explicitement le « vote personnel » en France, en intégrant et testant les principales théories développées sur le vote économique dans la science politique internationale et en s'intéressant à l'influence de l'élection présidentielle sur les élections législatives. L'enjeu de ce projet est de comprendre comment le contexte économique et sa perception par les électeurs et les candidats influent sur les comportements de vote et les résultats électoraux. Seront étudiés prioritairement les types d'information sur lesquels les électeurs basent leurs évaluations, qui ils blâment (ou récompensent), s'ils le font, en fonction de leur évaluation de la situation économique de leur environnement ; leurs préférences en termes de dépenses publiques, de redistribution, de régulation économique et également de fiscalité. Les enquêtes ont été réalisées en 2012.

IMPLOC - : Les Parlementaires entre territoire, assemblée et parti. Enquête sur les pratiques d'implantation locale des députés nationaux et européens en France et en Belgique.
(20111405002) - 48 mois (11/07/2010 - 12/07/2015) 41 756 € + allocation thèse 98 K€

Le projet IMPLOC, porté par O. Costa, a pour ambition d'appréhender de manière systématique la question de la représentation parlementaire du point de vue de l'implantation locale des élus (nationaux et européens) et de la manière dont ils s'accommodent de trois ordres de contraintes, liées à l'institution, au parti politique et à la circonscription. Il se fonde sur un double axe de comparaison entre les échelons national et européen, et la France et la Belgique.

Durant la première année du projet, une matrice a été construite permettant de comparer les cas étudiés, a commencé l'élaboration d'une base de données sur les circonscriptions et enfin a été amorcé le suivi des parlementaires en circonscription : le cœur du projet IMPLOC est en effet le suivi d'un échantillon d'élus nationaux et européens en circonscription, afin d'analyser leurs pratiques, de saisir les modalités de leur implantation locale, de cerner leurs réseaux de contacts (citoyens, acteurs socio-économiques, médias, élus locaux, partis...) et d'identifier différentes approches de ce versant du mandat parlementaire. Le projet est bien avancé en France, avec plus d'une trentaine de suivis déjà réalisés. L'équipe belge a débuté ce travail, et introduit des demandes de financement afin de monter en puissance.

GOVINTAF - Organisations internationales en Afrique : sociologie politique localisée du gouvernement international de l'Afrique (20111403002) - 48 mois (11/07/2010 - 12/07/2015) - 36 800 €

Ce projet sous la direction de R. Otayek (LAM) naît du constat d'une intervention croissante d'acteurs internationaux sur le continent africain, dans le contexte d'une dépendance économique, politique et symbolique jamais résorbée. Le projet « Gouvernement international de l'Afrique » réunit une dizaine de chercheurs autour de la problématique de la co-production des savoirs et des politiques publiques sur le continent. À partir de l'analyse des professionnels de l'action publique, des lieux de décision et des normes et politiques produites, dans des cas divers, les membres du projet souhaitent apporter leurs contributions sur certains angles morts de la recherche sur le

monde du développement : qui sont les acteurs africains évoluant en Afrique ? Quels sont, en dehors des ONG et des organisations internationales les lieux de production de ce savoir, en Afrique ? Comment certains lieux servent-ils de laboratoire à des politiques qui circulent ensuite internationalement ? Ces questions sont pour l'instant principalement abordées à travers l'angle des experts : trajectoires biographiques et professionnelles, lieux de formation, générations, telles sont les données collectées et analysées. Deux terrains de recherche ont été effectués dans ce cadre en 2012 (Sénégal et Bénin), une journée d'étude interne a été organisée en juin 2012 à Sciences Po Bordeaux, et un double panel est organisé à la Conférence européenne de l'AEGIS à Lisbonne en (27-29 juin 2013).

GEOPOLECA - Géopolitique de l'école en Afrique de l'Ouest (20111403001) - 48 mois (11/07/2010 - 12/07/2015) - 50 040 € + allocation thèse 98 K€

Ce projet de recherche piloté par H. Charton (LAM) vise à étudier dans une double perspective comparative (Sénégal, Burkina Faso, Mali et Niger) et pluridisciplinaire (socio-anthropologie, sciences politiques et histoire), l'émergence d'une nouvelle rationalité des systèmes d'éducation africains désormais inscrits dans un espace globalisé. La « géopolitique de l'école » proposée dans le cadre de ce projet vise à localiser et étudier les rapports de pouvoir qui traversent et structurent, à tous les niveaux, les institutions éducatives et qui renvoient à trois types de questionnements complémentaires. Cognitif d'abord : quelle vision du monde et de la société les institutions scolaires véhiculent-elles ? Sociologique ensuite : comment se positionnent les acteurs et les usagers de l'école par rapport à l'offre scolaire ? Politique enfin : quels sont les nouveaux rapports de force qui se dessinent autour de ces modèles scolaires et quel est le rôle des États dans ces arbitrages ? Plusieurs types d'activités ont été menées dans le cadre de ce projet, sous forme de missions : C. Hugon au Sénégal (octobre 2012-janvier 2013), H. Charton au Sénégal (juin 2012 et janvier 2013). Plusieurs étudiants de M2 sont également partis sur le terrain dans le cadre de ce projet. Une journée d'études commune au projet ANR sur les modèles et les pratiques scolaires aura lieu les 11 et 12 avril 2013 à Bordeaux.

Une allocation de thèse sur le thème de « réforme(s) éducative et modernisation des écoles coraniques : étude comparative entre le Sénégal et le Mali » est attachée à ce projet.

Politique des murs : séparation /contrôle dans la globalisation (20101402002) - 53 mois (12/07/2010 -12/12/2014) 45 000 €

Ce projet piloté par E. Ritaine (C-E- Durkheim) porte sur la frontière européenne en Méditerranée : il est consacré aux effets non prévus (au sens d'effets d'agrégation) des politiques de renforcement de la frontière en Méditerranée. L'équipe est composée de 14 chercheurs en poste en France, Espagne et Italie. La problématique est construite sur trois axes : La frontière comme dispositif, différencié dans le temps et l'espace (matériel/virtuel ; linéaire/pixellisé ; spatial/bureaucratique), politiquement construit et efficient (effets pratiques/effets symboliques), La frontière comme dispositif de triage entre les statuts (différenciation permanente des statuts, inégalités, arbitraire, stratégies de contournement) et la frontière génératrice de marquages matériels, paysagers, politico-administratifs, symboliques. Les thèmes de recherche se répartissent entre : adaptations des pratiques des acteurs (inégalités entre statuts, contournements, risques encourus lors des contournements, économies du passage, feedback sur le renforcement) ; marquage territorial et symbolique (architectures/paysages et technologies du renforcement, représentations savantes et médiatiques, discours sur le renforcement) ; intensification des politiques de rejet de l'altérité (montée des populismes d'exclusion, mobilisations citoyennes pour et contre le renforcement) ; conflits diplomatiques et politiques (difficultés dans les relations bilatérales, bargaining diplomatique)

Les terrains de recherche sont situés en France, Italie, Espagne, Grèce, Malte, Tunisie, Algérie.

Une première publication a été éditée : E. Ritaine, « La fabrique politique d'une frontière européenne en Méditerranée. Le « jeu du mistigri » entre les États et l'Union », *Les Études du CERI*, 186, juillet 2012. Une série d'articles est programmée pour 2013-2014. Un ouvrage collectif et un colloque de restitution sont prévus pour 2015.

L'équipe s'appuie sur le centre de ressources que constitue le blog Enigmur (Enigmur, hébergé par le réseau Hypothèses (CNRS/Clio) et animé par le Centre Emile Durkheim, qui est un centre de ressources pour tous ceux qui travaillent sur le thème des murs contemporains, dans leur fonction de séparation et de contrôle (frontières blindées, camps de rétention, urbanisme défensif, etc.) : <http://enigmur.hypotheses.org>

L'Évaluation à l'épreuve de l'expérience artistique et culturelle (20091402004) - 48 mois (10/07/2009 - 10/07/2013) - 56 810 €

Ce projet sous la direction de Françoise Liot (C E-Durkheim) porte sur les acteurs et les processus de l'évaluation dans nos sociétés démocratiques contemporaines. Aujourd'hui, l'évaluation est un élément constitutif de tous les domaines de l'action publique, il renvoie à la fois à une logique de rationalisation de l'action et à un enjeu de transparence de nos sociétés démocratiques. Dans le domaine culturel, cette évaluation est particulièrement problématique car elle semble remettre en cause l'autonomie de la création, une des justifications majeure de l'intervention publique dans le domaine de la culture. L'analyse du jugement sur les lieux de diffusion du théâtre proposée dans ce projet vise à croiser plusieurs axes : l'analyse des structures et des projets permet de saisir les valeurs et les représentations qui orientent l'action des théâtres, une approche des publics tente de dépasser l'étude statistique de sa composition et des inégalités d'accès à la culture pour s'orienter vers une analyse de la perception du théâtre et de l'expérience du public. Du point de vue des artistes, il s'agit de saisir la manière dont leurs carrières croisent les lieux de diffusion et comment ils évaluent l'action du théâtre sur leur parcours. Enfin, l'étude des acteurs politiques et institutionnels s'attache à dégager les catégories de jugement mobilisées lorsqu'il s'agit d'évaluer l'action des lieux qu'ils subventionnent. Le travail empirique est terminé, le rapport final est en cours de finalisation. En 2012 a été organisé le colloque international « L'évaluation, une épreuve juste et utile ? », en partenariat avec le Conseil régional aquitain et l'observatoire des politiques culturelles, le 28 juin 2012, à Bordeaux. L'équipe a aussi communiqué aux XIII^e journées internationales de sociologie du travail, « Mesures et démesures du travail », Bruxelles (Belgique), 25-27 janvier 2012 sur « Des collectifs de travail artistique et culturel au risque de l'évaluation ». La publication : Langeard C., Liot F., Rui S., « Les professionnels du spectacle vivant au risque de l'évaluation. Des effets de la mesure sur les identités, les pratiques et les représentations », in Marcelle Stroobants et al. (coord.), *Mesures et démesures du travail*, Bruxelles, les Éditions de l'Université de Bruxelles, 2012 est parue.

Contestations et appropriations des régulations européennes : les échelles de la mobilisation syndicale dans la viticulture conventionnelle et la viticulture biologique. (20101402003) - 48 mois (12/07/2010 - 12/07/2014) - 38 500 € + allocation thèse 97 K€

La recherche mobilise huit chercheurs qui travaillent dans différents établissements (Sciences Po Bordeaux, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, ENS Lyon, EHESS, Sciences Po Toulouse) Elle pose la question de savoir comment les syndicats réaffirment ou reconstruisent leur représentativité lorsque le secteur dans lequel ils sont investis fait l'objet de régulations supranationales. Les syndicats vitivinicoles français sont retenus comme un observatoire privilégié. Le secteur vitivinicole est exposé à des normes européennes contraignantes (arrachage ; définition des pratiques

œnologiques). Des syndicats sectoriels s'y affirment. Certains s'opposent aux politiques définies à Bruxelles, d'autres les relaient. Ces évolutions sont amplifiées et brouillées à la fois par le développement rapide des productions biologiques. Une nouvelle définition des normes en la matière est prise en charge par la Commission européenne. Les organisations syndicales qui s'y opposent ne sont pas celles qui contestent les politiques européennes appliquées à la viticulture dans son ensemble, de sorte que les lignes de clivage s'entrecroisent et dessinent un paysage complexe. Sur cette base, une problématique commune est formulée. Comment les évolutions en cours dans la régulation de la viticulture influent-elles sur les échelles de la mobilisation syndicale ? Comment un syndicat viticole peut-il procéder pour s'opposer à une norme européenne ou pour l'infléchir ? Quels sont les moyens qui permettent à l'inverse d'imposer ou d'appuyer une norme ? Quels relais est-il possible de trouver dans l'un et l'autre cas auprès des acteurs régionaux, nationaux et européens impliqués dans la gestion de la viticulture ? Les chercheurs engagés dans le projet explorent plusieurs terrains locaux (Bordelais, Languedoc, Beaujolais) en les insérant dans des jeux d'échelles nationaux et européens. Une réunion organisée à Sciences Po Bordeaux le 26 juin 2012 a permis de faire le point sur l'avancement des enquêtes et de mutualiser les premiers résultats.

Vers une gouvernance transfrontalière en réseau ? Les expériences du tiers secteur dans les territoires frontaliers basques et irlandais. (20101405003) - 48 mois (12/07/2010 -12/07/2014) - 35 080 €

Ce projet piloté par Xabier Itçaina (C E-Durkheim) compare les expériences territoriales transfrontalières relevant de l'économie sociale et/ou du tiers-secteur dans les régions frontalières basque et irlandaise, avec l'hypothèse de l'émergence d'une gouvernance en réseau sur les deux territoires. Le financement obtenu auprès de la Région Aquitaine concerne le terrain basque de l'enquête et les séminaires de coordination. L'équipe de recherche a poursuivi en 2012 ses investigations sur a) la structuration de la politique de coopération transfrontalière européenne (Harguindéguy et Hayward 2012) ; b) les approches théoriques des liens entre économie sociale et territoire (Pecqueur et Itçaina, 2012) ; c) les dynamiques d'économie sociale et solidaire sur le territoire transfrontalier basco-aquitain. Les enquêtes sur ce dernier terrain ont visé en particulier les dynamiques de coopérations transfrontalières de l'économie sociale et solidaire (Itçaina et Manterola 2012) ; l'analyse comparée du secteur de l'insertion par l'activité économique dans la Communauté autonome basque et dans les Pyrénées -Atlantiques (Manterola 2013) ; les dynamiques transfrontalières du tiers secteur culturel et linguistique (Harguindéguy et Itçaina 2012) et les mobilisations propres au milieu agricole (Itçaina, 2012). Ces travaux ont donné lieu en 2012 à 9 publications (parues ou à paraître) et à 5 communications en colloques. L'année 2013 verra l'approfondissement de ces enquêtes et la production des premiers résultats comparatifs entre le Pays Basque et l'Irlande (Itçaina et McCall 2013), notamment dans le cadre d'un panel sur les dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire organisé à l'occasion du congrès AFSP de juillet 2013.

Le Conseil économique et social régional d'Aquitaine. Étude d'une assemblée en mouvement (20101405004) - 48 mois (12/07/2010 -12/07/2014) -11 200 € + allocation thèse 97 K€

Le projet de Thierry Berthet (C E-Durkheim) a pour objectif de présenter une étude de cas des modalités du changement institutionnel dans l'arène régionale. L'année 2012 a été axée pour la thèse d'Amandine Brizio sur l'approfondissement théorique et bibliographique ainsi que sur la mise en œuvre du protocole d'étude de terrain et d'observation sur site. Le travail de terrain s'est articulé

autour de deux angles d'approche : un premier questionnement autour des questions de tension entre changement et permanence institutionnelle. Le deuxième axe de réflexion consiste à explorer les potentialités d'une sociologie de l'assemblée du CESER, laquelle permet par ailleurs une première entrée pour affiner la connaissance des acteurs, des cadres de référence juridique, règles de fonctionnement et nominations internes. Ces axes de travail ont été complétés par la conduite d'entretiens et d'observations de séances de travail. Les données collectées après la phase exploratoire ayant sensiblement modifié les hypothèses préliminaires, un travail de rédefinition théorique a été opéré. Une première étape dans la vérification des hypothèses dégagées par le travail bibliographique et théorique a consisté à construire une base de recensement des conseillers de la mandature actuelle, laquelle a été complétée par les mêmes données sur les 6 dernières mandatures sur la base des informations fournies par le secrétariat du CESER. Elle a permis de dégager un certain nombre d'interlocuteurs potentiels pour affiner l'analyse et de lancer un protocole de questionnaire en ligne sur les points saillants relatifs aux hypothèses de sélection et de construction de carrières politiques.

Les Vins de Bordeaux, les marqueurs « environnementaux » et le paquet pesticides » européen.
(20101202001) - (12/07/2010 - 12/01/2014) 30 mois - 10 K€ + 46 K€ allocation post-doctorale

L'ensemble de l'année 2012 a été consacré au lancement d'une recherche empirique sur le rapport entre l'usage des produits phytosanitaires en Gironde, le droit, les politiques publiques et l'action collective. Cette enquête nous a conduits à quatre types de travail : un recensement du droit concernant les produits phytosanitaires ; une revue importante de la littérature produite sur la question des produits phytosanitaires dans l'agriculture du point de vue des sciences sociales ; une revue de la littérature sur la même question du point de vue des sciences dures et de l'interprofession viti-vinicole bordelaise (le CIVB) ; une trentaine d'entretiens effectués auprès d'acteurs girondins impliqués dans les formations professionnelles concernant l'usage des produits phytosanitaires. L'ensemble de ce travail sera synthétisé début 2013 puis présenté à différents publics.

L'émergence des formations sociales invisibles en Afrique subsaharienne : enjeux de gouvernance et défi de l'aide internationale (20101403001)- 48 mois (12/07/2010 - 12/07/2014) -56200 € + allocation thèse 97 K€

Dominique Darbon (LAM) étudie la notion de classe moyenne en Afrique subsaharienne, notion qui connaît un renouveau d'intérêt théorique, empirique et opérationnel lié au déclin de ces catégories dans le monde développé, inversement à leur rapide extension dans les pays émergents et à leur influence prévisible sur les processus politiques et économiques d'ici 2025 dans le monde en développement. En travaillant non plus sur la grande pauvreté ou sur les élites, mais sur l'« entre deux » l'étude vise à identifier et interpréter les processus de formation de catégories sociales émergentes moyennes et à s'interroger sur le rôle de l'aide internationale en terme de politique publique. Publication de l'ouvrage « Les classes moyennes en Afrique : état de l'art », *Études et documents de l'AFD*, janvier 2012 (versions papier et électronique) et rapport pour la délégation aux affaires stratégiques : *Les classes moyennes et leur rôle sur la stabilité politico-sécuritaire des États d'Afrique subsaharienne* (à paraître chez Karthala fin 2013). Un panel (056) sera organisé lors de l'European Consortium for African Studies, Lisbonne, juin 2013.

Une allocation de thèse sur le thème « Catégories sociales émergentes et réforme de la gouvernance en Afrique » est attachée à ce projet.

Lutter contre le paludisme : analyse pluridisciplinaire des enjeux relatifs à l'introduction des ACT (artémisinin-based combination therapy, combinaisons à base d'artémisinine) au Sénégal - 48 mois (12/07/2010 - 12/07/2014) - 46 800 €

Ce programme codirigé par Frédéric le Marcis (LAM) consiste en une anthropologie politique de la santé sur la mise en place des nouvelles recommandations relatives à l'introduction des ACT et des tests de diagnostic rapide dans la prise en charge du paludisme en Casamance (Sénégal). Un doctorant de LAM est financé dans le cadre de ce projet. Deux étudiants du département de sociologie de l'UCAD ont réalisé leur master dans le cadre du programme et entament à présent une thèse. Les terrains ont été effectués en 2012 (Oussouye en Basse Casamance, Keur Soce à Kaolack, Ziguinchor, Djembering, Elikine). Une communication a été présentée le 27 septembre 2012 sur « Les dimensions politiques de la gestion de la lutte antipaludique et les enjeux de gouvernance locale au Sénégal : logiques, pratiques, enjeux et contraintes dans les collectivités locales », à la 5e édition de l'Université d'été du LASDEL (laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local) à Niamey (24 septembre au 7 octobre 2012). Deux autres interventions ont été faites, le 22 mars 2012 sur la notion de biopolitique telle qu'elle se réalise en Casamance dans le cadre de la journée d'étude de LAM « Du local au global : expériences individuelles, enjeux et politiques publiques de santé aux Suds. » et le 14 juin 2012 sur les enjeux politiques locaux d'une campagne de distribution de moustiquaires imprégnée dans le cadre des Journées de l'école doctorale SP2.

État en action - État en consolidation : perspectives croisées à partir du Mali. (20101403002) - 48 mois (12/07/2010 - 12/07/2014) - 37 000 €

L'objectif de cette recherche dirigée par Céline Thiriot (LAM), est de déconstruire l'objet État, de sortir des diagnostics pathologiques et des jugements normatifs, en s'intéressant de manière concrète à l'État en action. Il s'agit d'identifier les processus de construction conjoints et réciproques de l'État, de la société et des individus, de fabrication de l'État tant dans les « corps » (au sens individuel et social - les corps sociaux, les corps de fonctionnaires) que dans les usages et les produits. Il s'agit aussi d'évaluer les capacités de l'État en action, en s'interrogeant sur les énoncés de l'État, ses transformations, les tensions internes ou externes auxquelles sont soumises ses institutions, ses principes de légitimités, ses outils d'intervention. Le Mali n'est qu'un point de départ pour une réflexion élargie sur la réalité pragmatique et opérationnelle des États africains. En 2012, le contexte politique au Mali et les restrictions de circulation qui en découlent ont obligé les chercheurs à retarder le démarrage des études de terrain.

Les acteurs du bicaméralisme en France : biographies et activités des sénateurs. (20091402001) - 48 mois (10/07/2009 - 10/07/2013) - 95 200 € + allocation thèse 95 K€

Ce projet sous la direction de Sylvain Brouard (C E-Durkheim) vise à faire une analyse sociographique systématique des sénateurs, à s'intéresser au comportement des parlementaires en étudiant les pratiques définies et délimitées dans les assemblées et à mettre en perspective le rapport que les élus entretiennent avec leur territoire. Ce projet a obtenu le financement d'une allocation recherche sur le thème « Le rôle des sénateurs dans le processus législatif : une analyse empirique ». Il vise à une meilleure compréhension du fonctionnement du système politique français par une étude inédite des membres du Sénat et de leurs activités- qualitative et quantitative, ascendante et descendante, s'intéressant à la fois à la sociologie des élus et à leurs activités. À ce jour 145 des 348 sénateurs ont participé à l'enquête. Les réponses au questionnaire fermé sont progressivement intégrées à une base de données, celles au questionnaire ouvert sont intégralement décryptées. Une base de données exhaustive sur les profils socio-biographiques des sénateurs a été constituée. Une vaste base de données sur tous les aspects du travail parlementaire : activités législatives, de contrôle, ordre du jour des commissions, débats est prévue pour l'année en cours.

2.3.1.5 CONTRATS DES MINISTÈRES [8]

Ministère de la Culture et de la communication - 17 mois (21/03/2012 - 21/08/2013) - 17 374 €

Piloté par É. Macé (C E-Durkheim), le projet « **Les appuis culturels des devenirs genrés** » a pour objectif de mieux comprendre l'usage des produits culturels et des pratiques culturelles que font les individus pour configurer leur « devenir genré » au sein de ce que l'on pourrait appeler une « carrière d'identification de genre ». Il s'agit d'aborder la dimension culturelle des devenirs genrés en partant de l'expérience de l'individuation des personnes dans un monde social où les identifications et les différences hiérarchisées de genre sont moins le produit d'une institution fondée sur l'exclusion ou la hiérarchie sociale que d'une performativité devenue problématique. La méthode choisie est celle d'une anthropologie réflexive. Un prolongement de l'étude est prévu sur 4 pays et fera l'objet d'un projet de recherche soumis à l'ANR. En 2012, une cinquantaine d'entretiens ont été réalisés auprès de jeunes de 20 à 24 ans concernant leur socialisation de genre et leurs pratiques culturelles. Les données collectées sont en cours d'analyse.

Ministère de l'Intérieur - 8,5 mois (17/10/2011 - 01/07/2012) - 150 K€

Piloté par S. Brouard (C E-Durkheim), le projet « **Dynamiques 2012** » vise à améliorer les méthodes de recherche en science politique en permettant d'analyser de manière fine la structuration du vote au cours d'une campagne électorale grâce à des enquêtes régulières portant en premier lieu sur les probabilités de vote pour les différents candidats à l'élection présidentielle ainsi que sur leurs déterminants. La méthode utilisée de suivi longitudinal consiste en 6 vagues d'enquête auprès d'un échantillon national de 1000 français âgés de 18 ans et plus et inscrits sur les listes électorales, construit selon la méthode des quotas. L'équipe, est constituée de chercheurs appartenant au réseau TRI-ELEC qui rassemblent 3 laboratoires le Centre d'Études européennes à Sciences Po Paris, le C E-Durkheim et le laboratoire PACTE de Sciences Po Grenoble. [<http://www.trielec2012.fr>]. Le travail qui a précédé et suivi les élections présidentielles de 2012 est consultable sur le site.

Ministère des Affaires étrangères et européennes - Marché 1501697560 12 mois (22/06/2011 - 21/06/2012) - 41 800 €

D. Darbon (LAM) est responsable du projet « **Étude sur les processus électoraux en Afrique, vecteurs de légitimité** » dont l'objet est de procéder à travers des cas concrets et des visites de terrain (Côte-d'Ivoire, Guinée Conakry, Niger, Tunisie et Egypte) à l'audit des processus électoraux et leur impact sur le renforcement de la légitimité de l'État de droit. L'étude analysera le ressenti des populations face à ces exercices et tentera d'établir des recommandations à partir des meilleures pratiques. Les résultats doivent permettre de mettre en lumière les facteurs qui poussent à la décision de mettre en place un processus électoral, de préciser les procédures mises en place et leurs articulations avec les normes présentes dans le pays, de s'intéresser aux moments du processus électoral afin d'affiner les modalités d'engagements des bailleurs, d'analyser une possible hybridation entre les formes de la démocratie représentative et d'autres formes de démocraties consensuelles et d'alimenter le débat international par une étude française et francophone. Plusieurs réunions de restitution des travaux intermédiaires ont été réalisés en 2011 ; lancement, récupération et exploitation des enquêtes en pays cibles et lancement des réunions multipartenaires dans les 5 pays majeurs ; début de rédaction du texte final (remise avril 2012) et ouverture sur l'OCDE.

MIRE -Mission recherche de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques - 30 mois (23/03/2010 - 23/09/2012) - 40 K€

Ce projet piloté par François Dubet fait partie de la recherche sur « La discrimination comme expérience et comme philosophie politique pratique » lié à l'ANR - DISCRI (2010 BLANC 1814 01)

Ministère de la Jeunesse et des solidarités actives -DJEPVA [Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative] - 40 mois (01/09/2010 - 31/12/2013) - 74,589 K€

Financé par le fonds d'expérimentation pour la jeunesse (Loi RSA) et intégré dans l'axe « **Améliorer l'accès au logement des jeunes** » le projet « **PRO DOMO** » est piloté par Emmanuel Langlois (C E-Durkheim). Il a pour objectifs scientifiques l'évaluation du programme expérimental financé par le Fonds Jeune (Ministère de la Jeunesse) visant à réintégrer des jeunes errants urbains, l'analyse de trajectoires d'exclusion dans la jeunesse, de l'expérience de la rue, l'analyse du montage organisationnel des projets, l'analyse de l'encastrement institutionnel des dispositifs mis en place. Pour les méthodes et le terrain, sont prévus des entretiens qualitatifs auprès des jeunes, des travailleurs sociaux et des partenaires institutionnels du projet, un suivi longitudinal par questionnaires des jeunes résidents et une approche ethnographique des quartiers d'implantation des dispositifs.

Ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative - DJEPVA [Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative] 40 mois (01/09/2010 - 31/12/2013) - 124,181 K€

Claire Schiff et Évelyne Barthou (C E-Durkheim) pilotent ce projet financé par le fonds d'expérimentation pour la jeunesse (Loi RSA) et dont l'objet est d'évaluer l'expérimentation menée en Pyrénées-Atlantiques dans le cadre de « **Entreprises FACE à l'école : Agir pour l'égalité des femmes de demain** » avec les objectifs suivants : identifier les différentes dimensions interagissant sur l'information dont disposent les filles sur les métiers et filières, sur leur orientation et réaliser un diagnostic social du territoire et de l'environnement socio-culturel et familial des élèves, analyser l'impact des actions mises en place pour informer les élèves et lutter contre les stéréotypes de genre dans l'orientation des filles, produire un référentiel spécifique qui sera enrichi au fil des restitutions et de l'analyse des différents indicateurs.

Ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative - DJEPVA [Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative] 40 mois (01/09/2010 - 31/12/2013) - 26,5K€

Emmanuel Langlois (C E-Durkheim) dirige cette étude sur l'évaluation de la mise en place d'un logement coopératif dans le cadre de l'axe « **Pour un habitat coopératif jeunes** » financé par le fonds d'expérimentation pour la jeunesse (Loi RSA), qui doit évaluer l'expérimentation visant à offrir à de jeunes actifs un accès facilité au logement, en analysant le montage des projets et la coopération entre les différents acteurs institutionnels ainsi que la combinaison entre trajectoires professionnelles et résidentielles des jeunes actifs entrant dans le dispositif. Des entretiens qualitatifs auprès des jeunes actifs, des porteurs et des acteurs institutionnels sont programmés.

Ministère de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer - Convention de reversement de l'Université de Limoges -SD 40 mois (17/12/2010 - 01/09/2012) - 29 K€

Sandrine RUI (C E-Durkheim) est responsable de la recherche « **Participation du public à l'élaboration des textes réglementaires nationaux en matière d'environnement en France et à l'étranger** » Ce projet a été réalisé par cinq partenaires (CRIDEAU-OMJ EA3177/Limoges, CERAL/Paris13, Observatoire de l'environnement et du développement durable /Sherbrooke-Québec et CIDCE -Centre national du droit comparé, ONG)

Le rapport final a été remis début janvier 2013 et a fait l'objet d'une très bonne évaluation par le comité scientifique du programme. Une publication est à venir. Monédiaire G. et ali., « La participation du public à l'élaboration des textes réglementaires nationaux en matière d'environnement en France et à l'étranger. Exigence démocratique, nécessité juridique », Rapport final, tome 1, janvier 2013, p. 88-120.

Ce projet a donné lieu en 2012 à une communication lors des journées du programme CDE (Concertation, Décision, Environnement) du Ministère de l'Écologie, les 15 et 16 novembre 2012, à Bordeaux, à la coorganisation du colloque international « Participation du public et élaboration des textes réglementaires en matière d'environnement », le 1er octobre 2012, au Sénat à Paris avec une communication de S. Rui, « Le droit des autres. La réception de l'article 244 par les publics ». Le programme CDE finance des travaux qui ont une dimension d'aide à la décision. La recherche s'est donc accompagnée d'actions concrètes, portées tout particulièrement par les collègues juristes, pour faire évoluer le cadre réglementaire (préconisations pour l'amélioration de la loi ; participation de l'équipe à la consultation relative au projet de loi sur la participation...)

2.3.1.6 AUTRES FINANCEMENTS [9]

INCa [Institut National du Cancer] (03/01/2012-31/12/2014) 12 480 €

Etude dirigée par B. Jacques ((C E-Durkheim) sur « La radiologie interventionnelle (RI) en oncologie : approche pluridisciplinaire d'une innovation médicale et de sa reconnaissance sociale » associant des chercheurs de l'INSERM- INSERM - UMR 657 - IFR 8119 Santé Publique - Université Bordeaux Segalen, du GREThA - UMR 5113 - Université Montesquieu - Bordeaux IV et le CLCC-Institut Bergonié.

L'objectif du projet est de développer une analyse pluridisciplinaire (sociologues de la santé, des sciences et de l'innovation, juriste de la santé et économiste de l'innovation) des processus de reconnaissance de la radiologie interventionnelle. Trois lignes de recherche seront privilégiées : la construction d'une archéologie de l'innovation de la RI ; l'analyse des stratégies de légitimation et de valorisation de la RI et comprendre les conséquences de son développement sur les métiers ; la mesure de la reconnaissance de la RI par les patients et le grand public.

L'équipe procèdera à la réalisation d'entretiens avec les différents acteurs intervenants dans le processus de reconnaissance de la radiologie interventionnelle et nous réaliserons des observations in situ au sein des services de soin et des laboratoires de recherche.

Les observations seront faites au sein de différentes structures de soins en France. Quatre ont été sélectionnées afin de pouvoir observer au mieux les dynamiques spécifiques aux cadres institutionnels (CLCC, CHU) et aux contextes territoriaux (spécificités locales) : service de radiologie de l'Institut Bergonié (CLCC Bordeaux), service de radiologie CHU de Bordeaux (Saint-André), service de radiologie du CHU de Strasbourg et service de radiologie du CHU de la Timone à Marseille. Par ailleurs, des ethnographies de laboratoire seront réalisées afin de saisir les chercheurs dans leur cadre de travail. Enfin un travail de comparaison internationale avec le Canada (Montréal) sera réalisé (service du Pr Gilles Soulez du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal). Il permettra notamment d'étudier l'impact des contextes nationaux, des spécificités des systèmes de soin et des particularités liées à l'organisation et la structuration de la radiologie et de la RI selon les pays.

FOND FRANÇAIS POUR L'ALIMENTATION DES POPULATIONS PRÉCAIRES - (03/01/2012-31/12/2014) 644 530 €

Le projet « Empowerment, Comportements Alimentaires et Economie Solidaire (ECOALES) » de l'Axe Marchés coordonné par Mathieu Duboys de Labarre (C-E-Durkheim/ associé) sur « Recherche interventionnelle socio-épidémiologique : impacts de la participation et du développement des compétences sur les comportements alimentaires des populations précaires » a été retenu pour 3 ans. Financé par le Fonds français pour l'alimentation et la santé, les ARS, les DRAAF et les Conseils régionaux de Poitou-Charentes et d'Aquitaine, les Conseils généraux de Vienne et de

Gironde et les MSA de Vienne, Deux-Sèvres et Gironde. Cette recherche s'inscrit au croisement des thèmes de l'économie sociale et solidaire, du développement durable et de la santé publique. Il s'agit d'une évaluation pluridisciplinaire (sciences sociales et épidémiologie) d'une intervention portée par l'ANDES (Association Nationale de Développement des Epiceries Solidaires) dans le secteur de l'aide alimentaire (lien entre producteurs locaux et épiceries sociales et solidaires). Elle associe 5 laboratoires et une revue scientifique autour de 3 axes : un axe santé publique, un axe développement rural et un axe sociopolitique. Le programme a démarré il y a un an. L'intervention portée par l'ANDES a été mise en place en juin 2012 en Poitou-Charentes et en novembre 2012 en Aquitaine. La première phase de récolte de données concernant le volet qualitatif a été effectuée dans les deux régions. La première vague de récolte des données concernant le volet quantitatif est en cours. Cette recherche a donné lieu à 8 communications dans divers colloques et conférences et à une publication (Anne Elène Delavigne, « Logique du local et pratiques territoriales dans une action d'aide alimentaire », *Pour*, n°215-216, novembre 2012). Cette recherche a été également l'occasion de la mise en place d'un séminaire : « Relocalisation, accessibilité alimentaire et développement local » auquel participe le Centre Emile Durkheim. Ce séminaire a été inauguré au cours d'un colloque organisé le 16 janvier 2013 à l'IUT Michel de Montaigne à Bordeaux 3. Un premier compte rendu des avancées de la recherche a été effectué face au jury international du Fonds français pour l'alimentation et la santé le 14 novembre 2012. Le premier pré rapport est en cours de rédaction et sera livré pour mi-mars 2013.

FONDATION DE FRANCE - (08/11/2011-07/11/2013) 146 676 €

Cette recherche sous la responsabilité de J. Tantchou (LAM) sur « Acteurs, éthiques et enjeux autour de la prévention de la transmission du VIH-Sida de la mère à l'enfant au Cameroun » se propose d'ethnographier de manière précise les programmes de prévention de la transmission du VIH/sida de la mère à l'enfant mis en place dans deux régions périphériques du Cameroun, Maroua et Garoua. Le but est de comprendre les raisons de leur faible performance et de faire ressortir les moyens à mettre en œuvre pour améliorer l'efficacité des programmes. Deux objectifs, identifier les acteurs du réseau PTME en mettant en évidence les acteurs, les enjeux et les contraintes, documenter le processus de prévention en étudiant les procédures, les écarts entre les normes et les pratiques réelles, les causes de ces écarts, les mécanismes par lesquels la vie biologique des individus est tracée et réglée pendant une période précise, les types de « travaux » que cela suppose et dans quelle mesure cela participe à façonner l'expérience des femmes. Il s'agira aussi d'analyser la perception de ces programmes PTME par les femmes VIH+ ayant été ou non partie prenante de ces programmes.

Une allocation post-doctorale est prévue dans le cadre de ce programme.

FONDATION DE FRANCE - (05/11/2010-05/11/2012) 24 430 €

Attribution d'un soutien financier sous forme de bourse de recherche pour des missions à Larissa Kojoué Kanga (doct. /LAM) pour la réalisation de sa thèse sur le thème « Constructions et implications de l'agenda politique du Sida au Cameroun : le cas de la prise en charge des enfants (1987 - 2007) ».

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DES VILLES - (01/01/2012 - 31/03/2012) 21,619K€

Étude conduite sous la responsabilité de Sandrine Rui (C E-Durkheim) sur le thème « **Militants associatifs et participation politique dans les quartiers populaires de Paris, Bordeaux, Marseille. Enquête exploratoire** ». De profondes transformations ont affecté la vie sociale de ces territoires urbains tout à la fois paupérisés, ségrégués, stigmatisés et racialisés, favorisant une fracture civique

et politique entre les populations qui y habitent et les partis politiques sensés les représenter. Ces quartiers constituent néanmoins le support et l'enjeu de mobilisations collectives et citoyennes. Si les institutions peinent à trouver un ancrage favorable de la politique de la ville, il existe cependant un certain nombre d'initiatives qui s'inscrivent dans ce vide institutionnel et traduisent un engagement dans la cité. Le rapport final été rendu en mai 2012, Kokoreff M., Lapeyronnie D., Rui S., *Militants associatifs, participation politique dans les quartiers populaires*. Paris, Bordeaux, Marseille. *Enquête exploratoire*.

FNSP [Fondation nationale des sciences politiques] - (01/11/2011 - 31/05/2012) 20,714 K€

Cette étude, portée par Olivier Cousin (C E-Durkheim) et terminée en 2012, s'intégrait dans la recherche sur les discriminations. Initiée par le comité d'entreprise de la FNSP, l'objet portait sur **l'analyse comparée des parcours des hommes et des femmes à Sciences Po**. En appréhendant les parcours professionnels des hommes et des femmes, ainsi que la perception du déroulement de leur carrière par les intéressés, l'étude a cherché à rendre compte des égalités ou des inégalités d'opportunités de promotion et de rémunération entre les hommes et les femmes travaillant à Sciences Po sur une période allant de 2000 - 2011, sur la base des fichiers du personnel. Elle apporte ainsi un regard complémentaire au bilan de situation comparée entre les femmes et les hommes et tente de déterminer si des inégalités de traitement réelles ou perçues existent et perdurent. Remise du rapport final « Des inégalités paradoxales » le 15 novembre 2012.

IUF [Institut universitaire de France] - (01/11/2010 - 31/12/2015) 90 K€

Antoine Roger (C E-Durkheim) bénéficie d'une délégation à l'IUF. Dans ce cadre, il mène une recherche individuelle sur les structurations et les évolutions du « lien représentatif » dans l'Union européenne. L'éclairage est porté sur les dispositifs et les opérations qui servent à mettre en forme des groupes professionnels et à assurer leur prise en charge politique. Trois registres d'analyse sont combinés: (1) les représentations *savantes* des groupes professionnels (genèse et usages des catégories et des indicateurs statistiques; définitions des formes d'organisation économique légitimes); (2) les représentations *syndicales* des groupes professionnels (constructions de la représentativité; luttes pour la labellisation administrative; participation à l'élaboration et à la conduite des politiques publiques); (3) les représentations *partisanes* des groupes professionnels (structuration des clientèles politiques; luttes de classement au sein des formations politiques). Deux orientations méthodologiques sont privilégiées: (1) la méthode des *jeux d'échelles* invite à caractériser, dans chaque registre, des interactions entre les dynamiques locales, nationale et européenne; (2) la démarche *comparative* permet de densifier l'analyse en réalisant des enquêtes empiriques dans deux espaces (France; Roumanie) et dans deux secteurs d'activité directement exposés à des réformes européennes (viticulture; marine marchande). Au cours de l'année 2012, les enquêtes sur la viticulture ont été poursuivies en France et en Roumanie. Les résultats ont été diffusés sous la forme de publications dans des revues à comité de lecture et sous la forme de communications dans des colloques et séminaires (Chaire UNESCO de l'Université de Bourgogne, ENS Lyon, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne).

AEROSPACE VALLEY (Toulouse) - (01/09/2009 - 31/08/2012) 7K€

Charles Henry Cuin (C E-Durkheim) est chargé de l'étude sur les rapports locaux entre science, industrie et pouvoirs publics: les conditions socioculturelles, économiques et techniques de l'engagement partenarial au sein d'un pôle de compétitivité

INSERM (Institut National de la santé et de la recherche médicale) - 36 mois (02/06/2010 - 02/06/2013)
169 824 €

Béatrice Jacques (C E-Durkheim) est en charge du projet « **Inégalités dans l'accès aux soins en santé génésique et reproductive : le cas des femmes "précaires et/ou migrantes" du Médoc (33)** »

L'équipe a choisi de travailler sur le Médoc, qui est en Aquitaine, l'un des territoires les plus concernés par la question de l'accès aux soins. Ce territoire rural présente des disparités socio-économiques fortes entre une bourgeoisie vinicole bordelaise voire étrangère et une population rurale précarisée. Territoire enclavé par l'estuaire de la Gironde, peu industrialisé, il représente la zone d'emploi la plus touchée par le chômage de la région Aquitaine. En termes de santé, il se caractérise par une forte sous-médicalisation qui se traduit par une très faible densité de professionnels de santé/habitant. Malgré les politiques attractives mises en place ces dernières années par l'État, l'exercice en milieu rural n'attire pas de nouveaux professionnels de santé vers le Médoc. La cible de la recherche a porté sur la santé des femmes précaires et/ou migrantes du Médoc, analysée sous l'angle des inégalités sociales et de genre.

L'étude proposée a pour premier objectif de rendre compte des effets des dispositifs existants (réformes nationales, politiques locales) sur l'accès et le recours aux soins des femmes précaires et /ou migrantes du Médoc en matière de santé reproductive et génésique. Les chercheurs tenteront ainsi de comprendre comment ces dispositifs influencent ou déterminent les parcours et itinéraires thérapeutiques et peuvent eux-mêmes produire du non-recours ou du renoncement. Le second objectif amènera à comprendre comment les professionnels de ces structures de santé et du social répondent ou non aux besoins de ces publics. Ces objectifs ont conduit à adopter une approche qualitative. Des observations ont été réalisées in situ au sein de plusieurs structures de santé : service de maternité d'une clinique, services de PMI, cabinet de sages-femmes libérales. Des entretiens semi-directifs sont aussi menés auprès des bénéficiaires et des professionnels. L'équipe sociologique a réalisé une vingtaine d'entretiens avec des professionnels et une trentaine avec des femmes. Le travail d'observation in situ a permis dans un premier temps, d'appréhender plus finement les facteurs mobilisés par les professionnels pour définir les situations de vulnérabilité et de faire le constat que l'état de pauvreté recouvre des situations très différentes sur le territoire concerné (Nord/Sud). Dans un deuxième temps, ce travail a également mis en évidence que l'usage des structures de santé par les familles, répond aussi à une maîtrise plus ou moins forte par les usagers, de l'intervention des institutions.

INSERM (Institut National de la santé et de la recherche médicale) - 24 mois (02/06/2010 - 02/06/2013)
125 500 € ?

Emmanuel Langlois (C E-Durkheim) dirige le projet qui porte sur les « Trajectoires de toxicomanes en traitement par méthadone et buprénorphine. Déterminants sociologiques, psychologiques et neurobiologiques. Etude multicentrique, multidisciplinaire ».

Centre régional du CEREQ

L'équipe du centre associé a, dans le cadre du séminaire de recherche 2012 de l'axe Inégalités du Centre Emile Durkheim, consacré une série de conférences au décrochage scolaire. Les contributions à ce séminaire sont en cours de publication dans le cadre d'un ouvrage de synthèse publié aux Presses universitaires de Rennes.

Durant cette année, un nouveau projet de recherche PCRD-FP7 a été soumis et retenu par la Commission européenne. Ce nouveau programme SociEtY sera mis en œuvre en 2013-2016.

Dans le cadre d'un programme de recherche sur la décentralisation de la formation professionnelle, un séminaire de recherche préparatoire a réuni une équipe de chercheurs et opérateurs dans le cadre de la réalisation d'un ouvrage de synthèse. Le premier volume de ces travaux sera réalisé dans le premier trimestre 2013.

L'équipe du Centre associé du Céreq (Thierry Berthet, Laure Gayraud, Véronique Simon et Cécile Plessard) a finalisé 4 études évaluatives conduites sur les expérimentations sociales des régions Aquitaine, Basse Normandie, Centre et Limousin dans le champ de l'orientation scolaire et professionnelle. Les rapports d'étude ont été remis au Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse. La valorisation scientifique de ces travaux est en cours.

Tableau 7 : Nombre de contrats par origine

Origine du financement	C Durkheim		LAM	Total
	Sciences Po	UbxS		
IdEx				
PEPS			2	2
ANR				0
ANR Pilote	4	1	2	7
ANR partenaire			2	2
ANRS			2	2
Collectivités territoriales				0
Conseil régional	8	2	5	15
CNRS	1			1
UE	1			1
Ministères				0
Affaires étrangères			1	1
Culture		1		1
Défense			1	1
Educ nationale et vie assoc.		2		2
Ecologie, energie, dev.		1		1
Intérieur	1			1
Jeunesse et solid.		1		1
Autres				0
Fonds français alimentation		1		1
Fondation de France			1	1
FNSP		1		1
Comité interminist. Villes		1		1
INCA - Inst. Nat. Du Cancer		1		1
INSERM		2		2
IUF	1			1
Cereq	1			1
<i>Total</i>	17	14	16	47

Le nombre de contrats de recherche en 2012 est de 47. Ce nombre est stable comparé à l'année précédente, la majorité des contrats étant pluriannuels.

2.3.2 Préciput

Sciences Po Bordeaux a obtenu en 2012 la notification d'un montant préciput de 51 195 €. [2011 = 15 552 €, 2010 = 35 200 €, 2009 = 37 024 €]. Il finance l'impulsion de nouveaux programmes de recherche et de partenariats. L'augmentation du préciput est due à l'obtention en 2011, effective en 2012 des ANR GENEREL et CITREP.

2.3.3 Participation à l'IdEx

Dans le cadre d'IdEx Bordeaux (Initiative d'excellence de l'Université de Bordeaux) [projet sélectionné dans le cadre des IA -Investissements d'Avenir]. Actuellement, deux PEPS [Projets exploratoires interdisciplinaires] ont été retenus dans le volet émergence [LAM/ La fabrique des politiques de lutte contre la faim entre savoirs experts et mobilisation sociale - le cas de l'Afrique sahélienne, Risque et Gouvernance du risque] / 52 500 €. La publication des appels à projet du « cluster » d'excellence METISS (METHodes de recherche Interdisciplinaires sur les relations Santé-Société) ex projet labex, piloté par R. Lafore est prévue pour 2013. Pour stimuler le travail collectif, les projets devront être soutenus par 3 équipes dont 1 en santé publique et 1 en science sociales. Ces appels financeront dans un premier temps à hauteur des projets type PEPS pour préparer des projets de plus grande ampleur.

Dans ce dispositif d'ensemble, le Centre E-Durkheim occupe une place centrale en étant le concepteur et le support principal du programme META, par lequel se trouve investie une observation portant sur la construction sociale des problèmes de santé et des politiques publiques sectorielles. Deux membres du laboratoire sont investis dans l'écriture des appels à projets qui sortiront en 2013.

2.4 | MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

2.4.1 Colloques et symposiums organisés par les membres des centres de recherche

- Colloque "Emerging Africa: Moment or Momentum?", organisé dans le cadre de l'axe International par Daniel Bach / Centre Émile Durkheim, 1-2 mars 2012 à Sciences Po Bordeaux.
- Colloque « L'Action publique face au changement climatique : expertise, jeux d'échelles et comparaison internationale » organisé par Yann Bérard et Daniel Compagnon / Centre Émile Durkheim, 15-16 mars 2012 à Sciences Po Bordeaux.
- Colloque « La sociologie à ses frontières : enjeux et impasses du dialogue interdisciplinaire » organisé par Sandrine Rui / Centre Émile Durkheim, 25 mai 2012 à l'Université Bordeaux Segalen.
- Colloque « L'Évaluation, une épreuve juste et utile ? » organisé par S. Rui, F. Liot, M. Eloi, C. Langeard / Centre Émile Durkheim, 28 juin 2012 à l'Université Bordeaux Segalen.
- Colloque « Genre et sexualité dans la présidentielle française de 2012 » organisée par M. Paoletti / Centre Émile Durkheim, M. Maruani / MAGE, Sandrine Levêque / CRPS-CESPP, L. Bargel / Ermès, C. Achin / UPEC-Crespa-CSU & Largotec.

2.4.2 Journées d'études et débats

(Les journées d'étude organisées dans le cadre régulier des axes de recherche figurent dans le descriptif général des activités des centres.)

- « Le risque au prisme de la science politique », Journée d'étude du PEPS Risques et gouvernance du risque, organisée par Jean-Philippe Berrou rassemblant des collègues du GREThA, ADES, MICA, LAM et COMPTRASEC 26 octobre 2012.
- "Personal Rule, Public Policies and Business in the Post Soviet States" Journée d'étude organisée par Daniel Bach et Caroline Dufy / (C E-Durkheim), Sciences Po Bordeaux, 19 octobre 2012. Cette journée s'inscrivait dans le cadre de collaborations avec des collègues de l'Université de l'Amitié des Peuples et du département de Sciences Politiques de la Haute Ecole d'Economie de l'université de Moscou. La publication des contributions est en cours de de préparation.
- « Nouvelles perspectives dans les recherches politiques sur l'environnement » Journée d'étude doctorale co-organisée par Nathalie Berny / (C E-Durkheim), Sciences Po Bordeaux, 31 mai - 1 juin 2012.
- « Méthodes et enquêtes de terrain à l'épreuve du genre » coorganisée par le C E-Durkheim par et le LAM et *Genre en Action*, Sciences Po Bordeaux, 24 mai 2012.
- « Le retour des matières premières ? » Journée d'études LAM / MIDAF, 14 décembre 2012.

2.4.3 Journées EUROTÉMIS

Les Deuxièmes Journées sur l'Union européenne EUROTÉMIS se sont tenues les 29 et 30 novembre 2012 à Sciences Po Bordeaux en partenariat avec les autres universités de la région. L'objectif était de favoriser un débat sur un sujet qui fait l'objet de vifs débats au sein des institutions européennes : « Démocratie et gouvernance de l'eurozone ». Organisées à l'initiative de Jean-Charles Leygues, président du CA et d'Olivier Costa, chargé de recherche au Centre E-Durkheim, ces journées sont financées par Sciences Po Bordeaux avec la participation du Conseil régional d'Aquitaine. Les journées Eurotémis visent à confronter les analyses et points de vue d'universitaires, de praticiens des institutions européennes et d'élus sur les grands enjeux de la construction européenne, devant un public d'étudiants, de professionnels confrontés aux questions européennes et de citoyens motivés. L'objectif de l'édition 2012 était de clarifier d'abord les rôles respectifs du Parlement européen et des parlements nationaux dans les dispositifs récemment créés pour mettre un terme à la crise de l'euro. La conférence a été articulée autour de quatre tables rondes, traitant des thématiques suivantes : Quel rôle pour le Parlement européen dans la gouvernance de l'Eurozone ? Quelle implication pour les parlements nationaux dans la gouvernance de l'Eurozone ? Les nouveaux mécanismes de gouvernance de l'Eurozone peuvent-ils être démocratiques ? Comment légitimer le passage à un éventuel fédéralisme budgétaire et monétaire ? Les intervenants se sont interrogés sur la complémentarité de leur action et sur l'existence, ou non, d'un processus démocratique national ou/et européen de contrôle pour chaque procédure ou mécanisme. Ces nouveaux instruments (Semestre européen, renforcement des pouvoirs de la Banque centrale européenne, Fonds de stabilité et le traité budgétaire) sont de natures différentes et ne relèvent pas tous des traités européens existants : tout l'enjeu est de savoir quel type d'intégration se met en place dans le domaine de la gouvernance macro-économique. Les intervenants ont ainsi évalué la nécessité et la pertinence de franchir un cap dans l'intégration politique du fonctionnement de la zone euro, et d'aller vers un système de caractère fédéral impliquant une clarification des compétences pour la gestion des politiques macro-économiques, budgétaires et fiscales des Etats membres de la zone euro.

La conférence a réuni une vingtaine d'intervenants : élus nationaux et européens, universitaires, hauts-fonctionnaires de l'Union, universitaires et journalistes. Elle a réuni 150 personnes, en majorité des étudiants et citoyens intéressés par les questions européennes. L'édition 2013 sera consacrée à la problématique de l'Europe à la carte. La formule actuelle sera conservée, mais le programme resserré et le public élargi.

2.4.4 Conférences de chercheurs et professeurs invités

Aux séminaires et colloques qui font intervenir de nombreux invités, il faut ajouter les conférences suivantes organisées à Sciences Po Bordeaux ouvertes à tous les chercheurs.

05/03/2012 Justin Daniel, Professeur et Vice-Président de l'Université des Antilles et de la Guyane
« Les transformations de l'État à partir de ses marges : regards croisés sur les expériences du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de la France ».

19/04/2012 Marcel Fournier, Professeur à l'Université de Montréal
"Durkheim et la mélancolie" (site victoire)

2.5 | MESURE DE L'ACTIVITE

Deux sources nous permettent actuellement de visualiser les productions des chercheurs et enseignants-chercheurs, HAL-SHS et la base ASTRE créée à Sciences Po Bordeaux.

HAL-SHS (Hyper Article en Ligne), base CNRS, est une bibliothèque numérique qui reçoit et diffuse les productions intellectuelles en SHS. Textes en ligne et références bibliographiques y sont répertoriés.

La base ASTRE (Application pour la Saisie des Travaux de REcherche), a été réalisée localement par A. Jézéquel et H. Perrier. Le lien <https://publications.sciencespobordeaux.fr/> figure sur le site de l'IEP. C'est sur la base du module mis en place à la MSH [laboratoire MIGRINTER de Poitiers] qu'un outil local simple d'utilisation a été développé. Sur le site de l'IEP, tout « producteur » peut déposer, à partir d'un login, les références de ses publications. Les deux laboratoires renseignent la base en intégrant l'ensemble des notices signalées par déversement à partir du logiciel Endnote, et il est demandé annuellement aux enseignants-chercheurs hors laboratoires locaux de renseigner la base. La recherche de références est libre. Actuellement la base recense plus de 4 610 fiches.

Les catégories de HAL et la codification de l'AERES⁵ ont été utilisées pour les tableaux ci-dessous. Le comptage a été réalisé en tenant compte des listes de revues référencées et mises à jour par l'AERES et de la liste CNRS des revues soutenues en 2012 en SHS.

Un premier tableau rassemble les productions des personnels permanents statutaires des centres et des enseignants-chercheurs de l'Institut. Les deux tableaux qui suivent détaillent l'ensemble des productions des permanents pour les deux UMR. Enfin le graphique radar permet de visualiser la part des productions par type pour 2012. Vient ensuite une évaluation des publiants.

Tableau 8 : Productions des personnels statutaires permanents chercheurs et enseignants-chercheurs.

Type/Production	ENS-CHER Hors UMR IEP	LAM	Centre E-Durkheim	TOTAL
ACLN	7	29	27	63
ACLI		12	18	30
SCL	9	5	36	50
CONF INV	1	73	197	271
COM	6	51	184	241
OS	2	5	6	13
CO	18	23	69	110
DO	4	7	13	24
AP		49	113	162
TH		5	10	15
Total	47	259	673	979

⁵ ACLN : article dans des revues nationales avec comité de lecture

ACLI : article dans des revues internationales avec comité de lecture

SCL : article dans des revues sans comité de lecture

CONF INV : Communications pour lesquelles les membres ont reçu une invitation et sont mentionnés dans le programme

COM : communications sans actes

OS : Ouvrages scientifiques

CO : Chapitres d'ouvrages scientifiques

DO : Direction d'ouvrages

AP : Autres productions

TH : Thèses

Graphique 3 Productions des permanents de Sciences Po Bordeaux

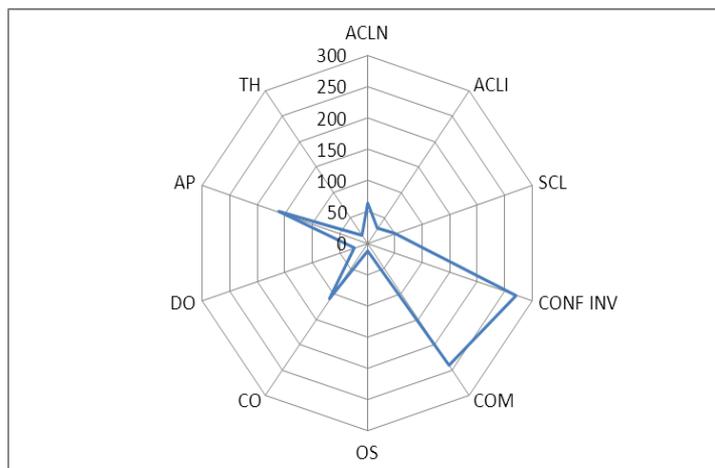


Tableau 9 : Ensemble des productions du laboratoire LAM signalées en 2012

LAM	Cherch.	Ens. Cherch	Doctorants	Total
ACLN	6	9	14	29
ACLI	6	3	3	12
SCL	1	2	2	5
CONF INV	37	19	17	73
COM	19	9	23	51
OS	3	2	0	5
CO	12	6	5	23
DO	4	2	1	7
AP	24	15	10	49
TH			5	5
Total	112	67	80	259

Tableau 10 : Ensemble des productions du laboratoire Centre Émile Durkheim signalées en 2012

C-Durkheim	Chercheurs	Ens. Cherch	Doctorants	Total
ACLN	8	13	6	27
ACLI	9	7	2	18
SCL	11	11	14	36
CONF INV	50	108	39	197
COM	47	62	75	184
OS	2	1	3	6
CO	21	31	17	69
DO	12	0	1	13
AP	35	55	23	113
TH			10	10
Total	195	288	190	673

Le nombre total de production est en augmentation (+ 120) comparé à l'année 2011. L'équilibre entre les divers types de productions reste le même. L'effort de valorisation est visible dans l'accroissement soutenu du nombre de conférences invitées où les chercheurs sont sollicités à titre d'experts, de communications, et d'AP « autres productions » qui comprennent les interventions dans les médias, les articles de presse, sur internet, les entretiens radiophoniques etc. Les chercheurs et enseignants-chercheurs produisent au-delà des minimums requis. Ils sont « publiants » ou « produisants » au sens des critères utilisés par l'AERES⁶. Compte tenu des importants changements de périmètre opérés en 2011, on ne pourra évaluer la production sur 4 ans de l'ensemble des équipes que fin 2014. Cependant, les données dont nous disposons, en particulier sur les deux dernières années, permettent de voir une augmentation des productions dans les revues de rang A ou équivalent et témoignent ainsi de la sensibilisation des chercheurs et enseignants-chercheurs à publier dans des revues de haut niveau.

Tableau 11 : Ensemble des productions de rang A ou équiv. des chercheurs et E-C de l'UMR 5116

Année	ACLN/I	OS	CO	DO	Total
2009	20	4	31	10	65
2010	19	6	21	5	51
2011	39	11	54	6	110
2012	45	6	69	13	133

Tableau 12 : Ensemble des productions de rang A ou équiv des chercheurs et E-C de l'UMR 5115

Année	ACLN/I	OS	CO	DO	Total
2009	12	1	15	8	36
2010	13	1	17	4	35
2011	18	3	5	0	26
2012	41	5	23	7	76

Tableau 13 : Ensemble des productions de rang A ou équiv des E-C de l'établissement n'appartenant pas aux UMR.

Année	ACLN/I	OS	CO	DO	Total
2009	7	2	15	3	27
2010	21	4	16	3	44
2011	8	5	10	1	24
2012	7	2	18	4	31

⁶ Selon l'AERES « Un chercheur ou un enseignant-chercheur est considéré comme « produisant en recherche et en valorisation » lorsque sa production scientifique de rang A est au moins égale en quatre ans à 4 pour un chercheur et 2 pour un enseignant-chercheur ».

2.6 | PRÉSENCE DANS LES MILIEUX UNIVERSITAIRES ET INSTITUTIONNELS, PARTENARIATS ET RÉSEAUX

Les chercheurs et enseignants chercheurs participent activement aux instances de représentation de l'établissement (conseils d'administration, conseils scientifiques, conseils de laboratoire, commissions etc.) Ces responsabilités à l'interne ne seront pas listées dans ce rapport, elles peuvent être consultées sur le site de Sciences Po Bordeaux. Figurent dans les listes suivantes les participations de nos chercheurs et enseignants-chercheurs au milieu universitaire, institutionnel ainsi qu'aux partenariats de recherche, réseaux institutionnels et de recherche, comités éditoriaux ou scientifiques de revues et directions de collections

2.6.1 Milieux universitaires

- AERES - (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) - à titre de présidents, d'experts ou d'évaluateurs A. Chéneau-Loquay, O. Costa, O. Cousin, C-H. Cuin, Y. Déloye, V. Hoffmann-Martinot, É. Macé, R. Otayek, J. Palard, A. Roger, P. Sadran, A. Smith.
- AEQES (Agence d'évaluation de l'enseignement supérieur, Bruxelles, Communauté francophone de Belgique), expert Y. Déloye
- ANR - Dept Sciences humaines et sociales - Comité de réflexion stratégique, F. Dubet
- Assises de l'Enseignement supérieur et de la recherche - Rapporteur territorial pour l'Aquitaine - F. Dubet
- Centre français de recherches en sciences sociales (UMIFRE CNRS, Prague) -Membre du conseil scientifique, A. Roger
- CNU (Conseil National des Universités)
 - Section 02 / Droit public -A- D. Szymczak (suppléant)
 - Section 04 / Science Politique -A- D. Compagnon, D. Darbon (tit.), A. Roger, Dario Battistella, M. Paoletti (suppléants)
 - Section 05/ Sciences Économiques - B- Edwin Le Héron - Vice-président
 - Section 19/ Sociologie -B - E. Langlois, N. Sembel - (suppléants)
- CNRS [Comité national]
 - Section 38 - Anthropologie et étude comparative des sociétés contemporaines - C. Crenn (Ub3-LAM associée)
 - Section 40 - Politique, pouvoir, organisation - C. Vigour, D. Ambrosetti (2012-2016)
- CNRS INSHS [Institut des Sciences humaines et sociales] - Conseil scientifique, F. Dubet
- CERI [Conseil d'Unité] - Y. Déloye
- Collège d'Europe (Bruges) - O. Costa, professeur visitant
- DAAD (Office allemand d'échanges universitaire), expert V. Hoffmann-Martinot
- DGRI (Direction générale pour la recherche et l'innovation)- MESR, expert, C-Henry Cuin
- ENA [Jury du Concours interne/ 2012] - Y. Déloye
- FNRS (Fonds national de la recherche scientifique, Bruxelles), Commission scientifique Y. Déloye, Evaluator, O. Costa
- FNSP (Fondation Nationale des Sciences Politiques) [Conseil d'administration] - A. Roger
- FNSP [Commission des Chercheurs] - P. Quantin, L. Fourchard, Y. Déloye
- Fondation Bordeaux Université - Chaire Gilles Deleuze, Y. Déloye -Comité de pilotage
- IEP de Toulouse - A. Roger - Conseil scientifique
- IEP de Grenoble - C. Sorbets - Conseil d'administration, Y. Déloye, C-H. Cuin - Conseil scientifique
- IUFM Aquitaine / U-Bordeaux IV - O. Sembel - Conseil d'administration, Observatoire, Comité de rédaction de *Esquisse*

- MESR [1^{er} Concours d'agrégation en sciences politique] -Y. Déloye, Membre du jury 2012-2013 et expert DGRI/MEI.
- MSHA [Conseil scientifique] - Repr. Sciences Po Bordeaux, C. Sorbets, membre du conseil scientifique, R. Otayek, C.-H. Cuin ; F. Dubet [Conseil d'administration]
- Sciences Po Bordeaux - Délégué à la recherche, Y. Déloye
- Nouvelle Université de Bordeaux [NUB] - Membre du directoire - Sciences Po Bordeaux, V. Hoffmann-Martinot ; membre du comité recherche - C. Sorbets
- Université de Bordeaux PRES - Membre fondateur - Sciences Po Bordeaux, V. Hoffmann-Martinot ; membre de la commission prospective recherche, École doctorale, C. Sorbets.
- Université Bordeaux Segalen - Département de Sociologie - Directeur O. Cousin
- Université Bordeaux Segalen - UFR Sciences de l'Homme [Cons. d'administr.] - B. Jacques ; [Conseil de la faculté] C.H. Cuin,
- Université libre de Bruxelles - Professeur visitant O. Costa
- Université Montesquieu Bordeaux IV - [Conseil d'administration] - M. Cahen,
- Université Montesquieu Bordeaux IV - [Conseil scientifique] - D. Darbon, R. Otayek, A. Roger, Y. Déloye
- UFA (Université franco-allemande) - [Conseil scientifique] - V. Hoffmann-Martinot

2.6.2 Partenariats institutionnels

- Conseil régional d'Aquitaine -Présidence de la Commission Sciences humaines et sociales du Comité consultatif régional de la recherche et du développement technologique (CCRRDT) d'Aquitaine - Olivier Costa et M. Cahen
- CESER [Conseil économique, social et environnemental de la Région Aquitaine] - Section Veille et prospective - Conseiller ext., S. Rui
- CUB [Communauté urbaine de Bordeaux] - Conseil de développement durable /C2D, S. Rui, M. Paoletti.
- Observatoire des cadres - Comité scientifique, O. Cousin
- Ville de Bordeaux - [Conseil de développement économique et social], V. Hoffmann-Martinot
- Ville de Bordeaux - Rencontres Champlain-Montaigne, Jacques Palard
- Bordeaux Métropole 3.0/CUB - Conseil scientifique, F. Dubet
- INDL, Institut national du développement local, Conseil des experts, C. A. C. Sorbets
- GIP PQA - Pays et Quartiers d'Aquitaine - Membre fondateur - Repr. C. Sorbets
- ADERA - [Conseil d'administration] - Repr. Sciences Po Bordeaux V. Hoffmann-Martinot

2.6.3 Partenariats de recherche

- Genre en Action, réseau initié par le MAE / LAM (E. Hofmann) ;
- CIERA, (Centre interdisciplinaire d'étude et de recherche sur l'Allemagne). V. Hoffmann-Martinot est membre du Conseil scientifique ;
- ADEK, Association pour le développement des études keynésiennes, E. Le Héron est président.
- IFAS, Institut français d'analyse stratégique - Université du Cap / L. Fourchard / correspondant scientifique ;
- IRD, Institut de recherche pour le développement, D. Compagnon est membre de la commission Sciences sociales, D. Darbon du conseil scientifique ;
- ISPED, Institut de santé publique, d'épidémiologie et de développement, S. Guigner est membre du conseil d'administration ;

- MAE, Présidence du Pôle de recherche Afrique par D. Darbon, Conseil scientifique - L. Fourchard ;
- Programme METISS (IA Bordeaux), Méthodes de recherches interdisciplinaires sur les relations santé-société, S. Guigner est membre du directoire.
- Min. des Solidarités, É. Macé membre de la commission/ l'image des femmes dans les médias ;
- International network on transnational climate change governance, réseau financé par le Leverhulme International Network. Centre E-Durkheim / (D. Compagnon);
- Global Governance Project : Risks and Opportunities [GLOGOV], coordonné par l'*Institute for Environmental Studies* (IVM) of the Vrije Universiteit Amsterdam et formé par les membres associés et les chercheurs de 12 institutions européennes (www.glogov.org) Centre E-Durkheim / D. Compagnon est associé à ce projet ;
- COST IS0802 The transformation of Global Environmental Governance : Risks and Opportunities (TGEC) [<http://www.cost.esf.org>] Centre E-Durkheim / D. Compagnon est membre du comité de Management ;
- COST A21 Restorative Justice) J. Faget représente la France auprès de l'European Forum for restorative justice.
- Agence régionale CAP Métiers, T. Berthet, Président du conseil scientifique
- UMS 3108, MSH-Clermont Ferrand, Prog. *Dialogue*, [Travail, sens, reconnaissance] O. Cousin, co-responsable

2.6.4 Réseaux institutionnels

- AEGIS, Africa-Europe Group for Interdisciplinary studies ; LAM membre fondateur
- AFS, Association française de sociologie ; V. Caillet, membre bureau GT 44 [Justice sociale et sentiments d'injustice]; B. Jacques, co-responsable RT 19 [Santé, Médecine, Maladie et Handicap] ; C. Dufy, responsable RT 12 [Sociologie économique] ; O. Cousin RT 25 membre [Travail, organisations, emplois] ; C. Schiff, RT 4 [Sociologie de la formation et de la formation] ; C-H. Cuin ; S. Rui ;
- AISLF, Association internationale des sociologues de langue française, CR 26 [Théorie et méthode de la connaissance sociologique] C-H. Cuin, membre du bureau ;
- ASES, Association des sociologues enseignants du supérieur, O. Sembel, trésorier ;
- ASN, Agence mondiale de solidarité numérique (ONG) / A. Chéneau-Loquay - administratrice ;
- ISA, International Sociological Association ; C. Schiff membre RC 31 [Sociology of migration] ;
- Canceropôle du Grand Sud-Ouest, Axe 4 [Épidémiologie et Sciences humaines], B. Jacques, membre du COPIL ;
- ESA, European Sociology Association ; C. Schiff membre du RN 10 [Sociology of education] ;
- ESS, European Social Survey - France, V. Le Hay
- GRALE, Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe / Éric Kerrouche Conseil scientifique du GIS-GRALÉ;
- IPSA, International Political Science Association / V. Hoffmann-Martinot, membre du comité exécutif et organisateur du congrès mondial de science politique à Montréal en 2014;
- Institut français des sciences administratives / P. Jan, Président
- Institut international des sciences administratives / P. Sadran, membre du comité exécutif
- AFSP, Association française de science politique / Y. Déloye, secrétaire général et membre du CA ; A. Smith, membre du CA.
- ADCF, Assemblée des communautés de France / É. Kerrouche est membre du conseil d'orientation ;
- Ministère de la Solidarité, É. Macé a été nommé membre de la Commission sur l'image des femmes dans les médias » ;

- Société d'histoire de la naissance ; C E-Durkheim / B. Jacques, membre du conseil d'administration ;

2.6.5 Réseaux professionnels

- SUDOC, Système universitaire de documentation ;
- RAFID, Réseau aquitain formation et information pour le développement ;
- ARPIST, Réseau Aquitaine-Limousin des professionnels de l'information scientifique et technique ; Christine Cazenave (animatrice réseau), Armelle Jézéquel (comité de pilotage), Caroline Sagat, Florence Hallou ;
- RENATIS antenne nationale du réseau des professionnels de l'information scientifique et technique Christine Cazenave (Animatrice du groupe de travail formation), Armelle Jézéquel ;
- MEDICI, Réseau interdisciplinaire et interorganismes, des métiers de l'édition scientifique publique ;
- ECPR, European Consortium for Political Research / Xabier Itçaina est membre du *standing group on Religion and Politics* ;
- Human Rights Watch Africa - ONG/ Daniel Bach est membre du Conseil consultatif;
- UFEO, Université de la formation de l'éducation et de l'orientation / T. Berthet - Président du Comité scientifique ;
- Conseil consultatif national pour la médiation familiale / J. Faget qualifié ;
- Cercle des constitutionnalistes / P. Jan - Vice-président
- Observatoire des cadres / O. Cousin - Comité scientifique
- OST (Observatoire des sciences et des techniques) -IPERU (Indicateurs de production des établissements de recherche universitaire/ B. Barthélémy, D. Nguyen

2.6.6 Participation aux comités éditoriaux des revues, direction de collections et aux conseils scientifiques et éditions.

- *Africana Studia* / M. Cahen- Conseil scientifique
- *Afrika Spectrum* / D. Bach - Conseil scientifique, Comité éditorial
- *Brazilian Journal of Political Economy* / E. Le Héron - Comité éditorial
- *Cahiers du Centre Émile Durkheim* / X. Itçaina- Responsable éditorial
- *Champ pénal* / J. Faget - Délégué éditorial
- *Critical African* / V. Foucher - Conseil de rédaction
- *Cultures et Conflits* / M. Delori - Comité de rédaction
- *Der moderne Staat (Verlag Barbara Budrich* / V.Hoffmann-Martinot, Comité éditorial
- *Économie politique - [Le Bord de l'eau]* / E. Le Héron - directeur de collection
- *Éditions «Zeta Books* » (Bucarest) / C-H. Cuin - Conseil scientifique
- *Études littéraires africaines* / M. Le Lay - Comité de rédaction
- *Europes: terrains et sociétés - Collection, Editions Pétra* - R. Hervouet, C. Dufy, Directeurs
- *European Journal of Economics and Economic Policies* / E. Le Héron, Comité éditorial
- *European Political Science* / V.Hoffmann-Martinot, Comité éditorial
- *Formation et Emploi* / T. Berthet - Comité éditorial
- *French Politics* / V.Hoffmann-Martinot, Comité éditorial ; A. Smith, Comité de rédaction
- *Etnográfica* / M. Cahen - Conseil scientifique
- *Gogo* / X. Itçaina - Comité de lecture
- *Gouvernement et Action publique* / A. Smith - Comité de rédaction
- *Journal of African History* / L. Fourchard - Comité de rédaction
- *Journal of Legislative Studies* / O. Costa - Comité scientifique
- *Journal of European Integration* / O. Costa - Comité scientifique
- *International Journal of Urban and Regional Research* / L. Fourchard - Comité de rédaction

- *Les cahiers de NETSUDS* (Cahiers de science sociale sur les enjeux des technologies de la communication dans les Suds / A. Chéneau-Loquay - Directrice publication
- *Lusotopie. Recherches politiques internationales sur les espaces issus de l'histoire et de la colonisation portugaise* / M. Cahen - rédacteur en chef
- *NETCOM* (Network and Communication Studies) / A. Chéneau-Loquay - Comité scientifique
- *Nouvelle revue du travail* / O. Cousin - Comité de rédaction
- *Parlements et citoyens* / M. Paoletti - Conseil scientifique
- *Participations* / S. Rui - Comité éditorial, M. Paoletti - Conseil scientifique
- *Pôle Sud* / X. Itçaina - Comité de lecture, A. Smith, Comité de rédaction
- *Politiques et Management Public* / V.Hoffmann-Martinot - Comité éditorial
- *Politique Africaine* / L. Fourchard - Rédacteur en chef, Frédéric Le Marcis Jean-Hervé Jézéquel, Vincent Foucher membres du comité de rédaction.
- *Presses de Sciences Po* / L. Bucaille, codirectrice domaine « Monde et sociétés »
- *Revue canadienne de science politique* / A. Roger - Commission scientifique.
- *Revue française de science politique* / Y. Déloye - Directeur de publication.
- *Revue française de sociologie* / C-H. Cuin - Comité de rédaction
- *Revue juridique polynésienne* / P. Jan - Comité scientifique
- *Revue internationale de politique comparée* / D. Darbon, A. Roger, S. Brouard - Com. de réd.
- *Res Publica* - [PUR] / P. Sadran - Comité éditorial de la collection
- *Revista Ola Financiera* / E. Le Héron - Comité éditorial
- *Revue juridique polynésienne* / P. Jan - Comité scientifique
- *Revue internationale des sciences administratives* / P. Sadran - Rédacteur en chef associé
- *Revue suisse de science politique* / Y. Déloye - International Advisory Board
- *Sciences de l'Homme et de la Société* / V.Hoffmann-Martinot, Comité éditorial
- *Space and Polity* / V.Hoffmann-Martinot, Comité éditorial
- *Sociologie* / S. Rui, Comité éditorial
- *Sociologie Santé* / B. Jacques, Comité de lecture ; C-H. Cuin, Conseil scientifique
- *Sosyoloji Dergisi [Istanbul]* / Y. Déloye, Comité de lecture
- *Swiss Political Science Review (SPSR)* / Y. Déloye, Comité scientifique international
- *Télescope* / D. Darbon, Comité de rédaction, V.Hoffmann-Martinot, Comité scientifique
- *Trajets* / J. Faget - directeur de collection
- *Travail, Genre et Société* / M. Paoletti- Comité de rédaction

2.7 | INTERNATIONALISATION

2.7.1 Séjours de professeurs, conférenciers, doctorants étrangers et post-doct. français et étrangers

Centre Émile Durkheim

26/07/2011-25/07/2012	Craig PARSONS	Oregon University	Professeur	Bourse Fulbright
01/12/2011-29/02/2012 01/05-31/07/2012	Lulian APOSTU	Université de Bucarest	Post-doctorant	Séjour de recherche
05/02-07/03/2012	David UCHENNA ENWEREMADU	Université d'Ibadan	Enseignant	Séjour IFRA-Ibadan
05/03/2012	Frédéric MÉRAND	Université de Montréal	Professeur	Conférence
19/04/2012	Marcel FOURNIER	Université de Montréal	Professeur	Conférence
01/06 - 30/06	Miji LEE	Hankuk University of Foreign Studies (Corée)	Etudiant Master	Stage
01/09/2012 - 31/05/2013	Lynne Louise BERNIER	Caroll University, Waukesha WI- USA	Professeur	Bourse Fulbright
02/10/2012-31/01/2013	George MacLean	Université de Melbourne	Chercheur - sociologie	Séjour de recherche

LAM

03/12/2012	Hassan E. AHMED	Université de Khartoum (Soudan)	Professeur	Conférence
09-30/03/2012	Antonio Sergio GUIMARAES	Université de Sao Paulo (Brésil)	Professeur	Cours
02/02 - 31/12/2012	Séverin ANDZOKA ATSIMOU	Université de Marien Ngouabi (Congo Brazaville)	Doctorant	Séjour de recherche
02-16/07/2012	Barbara COOPER	Rutgers University (USA)	Professeur	Séjour de recherche
17/09 -28/11/2012	Christele DIWOUTA	IDASA, Pretoria - Afrique du Sud	Chercheure	Séjour de recherche
15/09 - 15/12/2012	Benkenya LOFEMBÉ	Université de Kinshasa (RDC)	Chef de travaux	Séjour de recherche
1/10 - 30/12/2012	Azza AHMED	Université de Karthoum	Doctorante	Séjour de recherche
1/10 - 30/12/2012	Antonieta LOPPE S ORTET	Université du Cap Vert	Doctorante	Séjour de recherche
8/10/2012-30/07/2013	Ana Cristina DUARTE PIRES FERREIRA	Université du Cap Vert	Professeur	Séjour de recherche
20/10 -06/12/2012	André SOUBEIGA	Université de Ouagadougou	MCF	Préparation HDR
03/12/2012	Hassan EL HAG ALI AHMED	Université de Karthoum - Fac. Sc eco et soc.	Doyen	Signature convention
14/12/2012 - 14/02/2013	David TCHAKOURA	Université de Francfort	Doctorant	Séjour de recherche

Séjours de	- de 3 mois	+ de trois mois
Chercheurs et Professeurs	8	4
Post-doctorants français	0	0
Post-doctorants étrangers	0	1
Doctorants étrangers	2	1

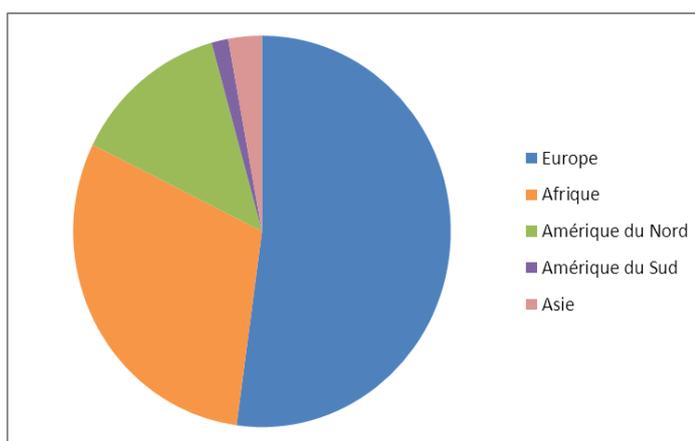
2.7.2 Partenariats de Sciences Po Bordeaux avec des universités étrangères prévoyant un volet d'échange niveau doctorat ou chercheur et/ou un volet recherche

- Ben Gurion University of the Negev, Beersheba, Israël [2007-] ;
- Chaire Michel Vaisan - Sciences Po Bordeaux / Fondation Marie-José Vaisan sous l'égide de la Fondation du Judaïsme Français [2008-] - Accueil /Séjours d'enseignants israéliens ;
- Chinese Academy of Social Sciences, [2003-] ;
- Centro de investigación y docencia económicas, Mexique [2002-] ;
- Facultad de ciencia politica y relaciones internacionales de la Universidad nacional de Rosario, Argentine [2006-] ;
- Hankuk University of Foreign Studies /HUFS, Corée [2011-]
- Instituto tecnologico y de estudios superiores de Monterrey campus estado de Mexico, Mexique [2003-] ;
- Kent State University, États-Unis [2007-] ;
- Kyushu University, Fukuoka, Japon [2007-] ;
- Nanjing University, Chine [2009-] ;
- Pontificia universidade católica de minas gerais, Brésil [2007-] ;
- Ritsumeikan University, Japon [1998-] ;
- Université de l'Amitié des Peuples de la fédération de Russie, Moscou [2003-]
- Université d'Ottawa, Canada [2006-] ;
- Université de Coimbra, Portugal, [2008-] ;
- Université du Costa Rica, San José, [2008-] ;
- Université du Cap Vert [2007-] ;
- Université de Kumamoto, Japon [2007-] ;
- Université Galatasaray, Turquie [2006-] ;
- Université de Mundiapolis, Maroc [2010-] ;
- Université del Rosario, Bogotà, Colombie [2009-] ;
- Université de Turin, Italie [2006-] ;
- Université des West Indies [2006-] ;
- Washington State University, Pullman, WA, États-Unis [2002-].

2.7.3 Missions à l'étranger

Le volume des missions de recherche effectuées à l'étranger par les enseignants-chercheurs et chercheurs des deux centres⁷ mais aussi par tous ceux impliqués dans les programmes de recherche en cours gérés par Sciences Po Bordeaux (doctorants, chercheurs extérieurs associés et invités) est de 209 pour 2012. Ce chiffre est en légère augmentation par rapport à 2011. La recherche s'internationalise de plus en plus et requiert de nombreux déplacements non seulement pour les terrains mais aussi pour les réunions scientifiques et les participations à des rendez-vous majeurs de la discipline type ECPR, APSA, IPSA, AFSP, AFS. Les chercheurs ont aussi intégré le souci de valoriser les résultats de leur recherche. Ceci requiert un véritable investissement de la part des centres de recherche et de l'Institut pour permettre à leurs membres de se rendre à ces événements. À ces déplacements internationaux s'ajoutent de très nombreuses missions en France, à Paris et en région. Les missions sont financées principalement sur contrats, sur les soutiens de base des UMR pour ceux qui sont en phase exploratoire et qui ne disposent pas de contrats, et, avec la participation très soutenue de Sciences Po Bordeaux dans le cadre d'une politique de redistribution (ex BRQ), d'animation et de valorisation de la recherche et du préciput. Le poste « missions » est le poste de dépense le plus élevé après les salaires.

Lieux	Nbre/destination
Europe	109
Afrique	63
Amérique du Nord	28
Amérique du Sud	3
Asie	6
Total	209



⁷ Ce décompte inclut uniquement les missions gérées par l'établissement et non pas celles des membres qui appartiennent aux autres universités

3 | ENSEIGNEMENTS

Les enseignants-chercheurs, maîtres de conférences et professeurs d'université partagent leur temps entre l'enseignement et la recherche de par leur mission. Pour mémoire, 23 des 27 enseignants-chercheurs en poste à Sciences Po Bordeaux se consacrent aussi à la recherche et 34 EC extérieurs participent aux UMR et à l'enseignement de l'Institut comme dans le parcours SPR organisé avec les sociologues du C E-Durkheim de l'Université Bordeaux Segalen. Les chercheurs des centres sont aussi très fortement impliqués dans l'offre de formation de Science Po Bordeaux soit plus de 400 h, réparties entre les deux centres. Ils interviennent principalement au niveau du 2^e cycle, en 4^e et 5^e année dans les enseignements des masters, dans les blocs de « formation générale » et de « spécialisation » et irriguent les parcours spécialisés :

➤ Formation générale

- Enjeux contemporains dans les pays du Sud (DD)
- Analyse des politiques publiques (SG-TB)
- Économies africaines (JPB)
- Les sociétés politiques des pays du Sud (DD)
- Histoire politique de l'Afrique ((JHJ)
- Action collective dans l'Union européenne (AR)
- Emerging powers in International Relations (DB)
- Africa in International Relations (DB)
- Les collectivités infra-étatiques en Europe (EK-JCL)
- The European Union Policy Making (OC)
- Histoire des rapports Nord Sud (PQ)
- Sociologie des organisations (DD)

➤ Enseignements dans les blocs de spécialisation

- Sociologie politique approfondie (DD)
- Agenda setting, issue definition and public policy (SG)
- Dynamiques institutionnelles, sociales et politiques en Afrique (CT)
- Relations et organisations internationales (GB)
- Dynamique institutionnelle, sociale et politique du monde musulman (RO)
- Country risk analysis (CD)
- Ecopolitique mondiale, acteurs et processus (DC)
- Critical approaches to IR (MD)
- Sociologie historique du politique (MDS-YD)
- Stratégie et technique de lobbying (SG)
- European Union as a global player (AS)
- Politiques européennes (OC)
- Globalisation et gouvernance mondiale (DC)
- Conflits et sécurité (GB)
- Acteurs et réseaux transnationaux (GB)
- L'Environnement, acteurs et processus (DC)
- The Politics of European Security (MD)
- Médiation des conflits politiques (JF)
- Monde arabe et musulman (RO)
- Concertation, participation et débat public (SR)
- Genre et politique (MP-MDS)
- Représentation, société et pouvoir politique (YD)
- Technique d'entretiens individuels et collectifs (BJ-AV)

- Observation et sociologie visuelle (SR)
- Méthodologie quantitative (JZ-PR)
- Usage des bases de données statistiques (AV)
- Sociologie du juste (FD)
- Sociologie des médias et de la culture (EM)
- Sociologie cognitive (CHC)
- Sociologie des discriminations (OC)
- Sociologie de la jeunesse (JZ)
- Sociologie de la santé (EL-BJ)
- Liberté publique et droits fondamentaux (PJ)
- Stratégies et techniques de lobbying (SG)
- Gouvernance urbaine (LF)
- Risque politique et institutionnel (CT - JDG)
- Gestion de crise humanitaire et prévention des conflits (JHJ)

Liste des parcours dans lesquels les cours sont programmés.

- *APRI [Affaires publiques et représentation des intérêts]* - Mention Affaires politiques et internationales : Parcours professionnel
- *CE [Carrières européennes]* - Mention Affaires politiques et internationales : Parcours professionnel
- *CID [Coopération internationale et développement]* - Mention Affaires internationales : Parcours professionnel
- *CPP [Communication publique et politique]* - Mention Affaires politiques et internationales : Parcours rech. et prof.
- *DAEC [Droit et administration de établissements culturels]* - Droits des créations intellectuelles -Mention Droit privé : Parcours professionnel
- *DEES [Développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire]* - Mention Administration des organisations : Parcours professionnel
- *GEA [Géo-économie appliquée]* - Mention Affaires internationales et européennes : Parcours rech. et prof.
- *GIPS [Gouvernement des institutions et des politiques sociales]* - Mention administration et action publiques - Parcours professionnel
- *GRPS [Gestion des Risques dans les pays du Sud]* - Mention Affaires internationales : Parcours professionnel
- *IEDG [Intégration européenne et développement global]* - Mention Affaires politiques et internationales
- *MIDAF [Dynamique des Afriques]* - Mention Sciences du politique : Parcours mixte recherche/ professionnel cohabilité IEP-Université Bordeaux 3 et Bordeaux IV)
- *PI [Politique internationale]* - Mention Affaires politiques et internationales : Parcours rech. et prof.
- *PDAPS [Politique et Développement en Afrique et dans les Pays du Sud]* - Mention Sciences du politique : Parcours Recherche
- *SPR [Sociétés, pouvoirs et représentations]* - Mention Sciences sociales : Parcours Recherche

Les cours dispensés concernent plus de la moitié des 21 parcours existants. À cela s'ajoutent de nombreux enseignements faits à l'extérieur en France et à l'étranger (Sciences Po Paris, Sciences Po Grenoble et Poitiers, Panthéon-Sorbonne (Paris I), ENM -Bordeaux, CNFPT, Université libre de Bruxelles, Institut européen de Genève, ISEG Lisbonne, Universidad Autonoma Metropolitana, Mexico, Collège d'Europe (Bruges), Université Complutense, Madrid, Washington State University, Pullman, etc.)

4 | BIBLIOTHÈQUE ET RESSOURCES DOCUMENTAIRES

La bibliothèque de recherche est constituée de deux fonds spécialisés

Le fonds documentaire du LAM est consacré aux questions africaines et aux pays du Sud en science politique et en droit, aux relations internationales, à l'économie, à la sociologie et à l'histoire du continent africain. Au Centre Émile Durkheim, les domaines couverts sont la politique comparée, la sociologie, les politiques publiques, les études européennes, les relations internationales et la gouvernance. Les ouvrages en libre accès sont indexés selon la classification Dewey.

Tableau 14 : Ressources documentaires des centres

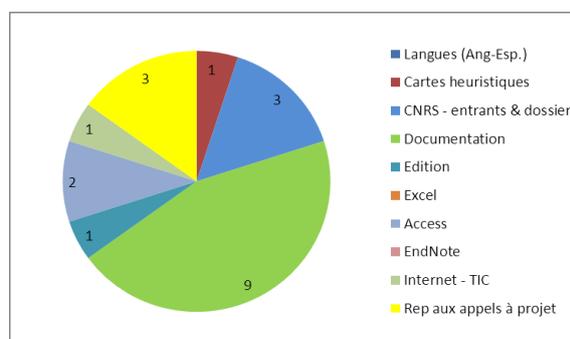
	LAM	C E-Durkheim	Total
Nombre d'ouvrages	29 522	24 100	53 622
Acquisitions 2012	814	446	1 260
dont en langue étrangère	359	279	638
Ouvrages en libre accès	5 643	6 335	11 978
Travaux universitaires	1 590	2989	4 579
Nombre de périodiques	921	595	1 516
Vivants	155	89	244
En libre accès	139	89	228
En ligne	90	84	174

Les documentalistes des centres de recherche travaillent en collaboration avec le service des bibliothèques de Sciences Po Bordeaux et participent très activement à la lettre électronique mensuelle [[lettre d'actualité des bibliothèques](#)].

Deux blogs ont été développés, l'un sur l'évaluation bibliométrique par les documentalistes du Centre E-Durkheim [<http://bibliometrie.wordpress.com>], le second sur les bibliothèques est disponible sur le site [<http://lecarnetdausone.sciencespobordeaux.fr/>].

5 | FORMATIONS SUIVIES

Une quarantaine de formations ont été suivies en 2012. Aux demandes de formation récurrentes (langues, actualisation des connaissances en documentation, mises à niveau en bureautique, formation des entrants du CNRS..), se sont ajoutées des demandes de formations spécifiques concernant le montage de réponse aux appels à projets (ANR et PCRD) et des formations en secourisme et sécurité. Si la majorité concerne les ITA et BIATSS, on note une sensibilisation des chercheurs et enseignants-chercheurs pour le montage de projet et la saisie des références de publications. Les formations du CNRS viennent en premier dans les formations suivies du fait de leur adéquation avec les besoins exprimés, de leur gratuité pour les agents CNRS et très souvent de la proximité.



6 | MOYENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS

Le projet immobilier d'envergure pour Sciences Po Bordeaux avec un doublement prévu des surfaces suit son cours. Le Conseil régional d'Aquitaine s'est engagé à assurer le financement de cette opération. Le début des travaux est prévu pour 2013. La place prévue pour la recherche devrait quasiment doubler. Une forte demande de la recherche s'est exprimée du fait de l'augmentation des périmètres des deux laboratoires mais aussi, avec l'augmentation des ressources propres, des post-doctorants, doctorants et vacataires travaillant dans le cadre d'un contrat de recherche type ANR ou région. Des espaces de travail collectifs sont planifiés ainsi que des bureaux « de passage » pour les membres permanents non localisés à Sciences Po et pour recevoir les chercheurs et professeurs invités.

7 | FINANCEMENTS

Les activités de recherche sont financées par le contrat quinquennal du MESR, les soutiens de base du CNRS, la FNSP, l'IEP de Bordeaux et par les ressources propres des centres. Sciences Po Bordeaux a doté dans le cadre du contrat quinquennal les laboratoires en 2012 respectivement de 42,5 K€ (Centre E-Durkheim) et de 40,375 K€ (LAM). L'Université Bordeaux Segalen, pour sa part, a accordé aux « sociologues » du C E-Durkheim 26,454 K€. Les dotations CNRS étaient de 19.4 K€ (Centre E-Durkheim) et 24.3 K€ (LAM). Le CNRS finance par ailleurs une part importante des personnels, soit 30 personnes pour plus de 2 100 K€, la FNSP, 10 personnes pour un montant supérieur à 800 K€. Les soutiens de base couvrent principalement les frais de fonctionnement et très partiellement les frais engagés par les recherches. Ces derniers relèvent surtout des ressources propres et donc des contrats de recherches obtenus dans le cadre de réponses aux appels d'offre de l'ANR, l'Union européenne, du Conseil régional d'Aquitaine, des ministères et autres organismes. Sciences Po Bordeaux participe aussi aux financements des centres de recherche en prenant à sa charge une grande part de leurs achats documentaires et abonnements. Les contributions du BQR sur le modèle de l'ex-quadiennal, les crédits « animation et valorisation de la recherche » et le préciput ANR permettent eux, de financer l'organisation de colloques sur place, de déplacements pour des colloques à l'extérieur majeurs et l'initiation de nouvelles recherches.

Les salaires des chercheurs et enseignants-chercheurs et du personnel d'accompagnement de la recherche représentent le poste de dépense le plus important en SHS, soit entre 85 et 90 % du budget global de la recherche.

On note ces dernières années, une augmentation sensible de demande de financement des doctorants. La participation aux grands colloques internationaux de la discipline (ECPR, APSA, IPSA...) est devenue un passage obligatoire dans la formation des futurs chercheurs, l'organisation de jurys de thèse avec des spécialistes étrangers a par ailleurs fortement augmenté le coût des soutenances à charge en partie des laboratoires avec l'ED.

Les ressources de l'École doctorale proviennent de la dotation ministérielle et des droits d'inscription des doctorants. Les dépenses sont réparties entre le soutien aux doctorants, environ 40 % et pour le reste en fonctionnement (jurys de thèse, enseignements). Les centres encouragent les doctorants à participer aux conférences en aidant au financement des déplacements avec l'École doctorale.

8 | INDICATEURS AERES

Dans le tableau ci-dessous nous avons renseigné pour l'année 2012 les indicateurs de l'AERES pour évaluer la mobilisation de l'établissement pour la recherche.

Analyse de la mobilisation de l'établissement pour la recherche selon critères AERES (Tableaux I-R-1 à I-R-6)

Taux d'enseignants-chercheurs de l'établissement bénéficiant de décharges d'enseignement au titre des activités de recherche relativement au nombre d'enseignants-chercheurs de l'établissement	2011	2012
Nbre enseignants-chercheurs et chercheurs titulaires ⁸	52	52
Nbre ens-ch titulaires membres de l'académie, de l'IUF	1	1
Taux pour 100 enseignants-chercheurs et chercheurs	1%	1%
Nbre ens-ch titulaires en délégation ou en détachement dans des organismes de recherche ou des entreprises pour des activités de recherche	0	0
Taux pour 100 enseignants-chercheurs et chercheurs	0%	0%
Nbre enseignants chercheurs titulaires bénéficiant d'une décharge d'enseignement au titre de la recherche (statutaire ou non)	1	1
Taux pour 100 enseignants-chercheurs et chercheurs	1%	1%

Taux de personnels contractuels relativement à l'effectif d'enseignants-chercheurs et chercheurs titulaires de l'établissement	2011	2012
Nbre enseignants-chercheurs et chercheurs titulaires	52	52
Nbre de personnels contractuels en ETP, hors ATER et doctorants, invités, Ing, Chercheurs, Chaires..) dont la rémunération est prise en charge sur le budget propre de l'établissement	0	0
Taux pour 100 enseignants-chercheurs et chercheurs	0%	0%

Part du budget mutualisé par l'établissement et affectée à ses projets de recherche (en K€)	2011	2012
Budget (fonctionnement et investissement) de l'établissement affecté à la recherche (hors valorisation, hors dotations récurrentes et projets internes aux équipes) en K€	30 K€	25 K€
Budget recherche affecté par l'établissement à ses projets	54 K€	70,6 K€

⁸ Les postes vacants ne sont pas comptabilisés.

Part du budget recherche (fonctionnement et investissement) liée aux contrats recherche issus des agences de moyens nationales et d'Europe (en K€)	2011	2012
Budget recherche exécuté (fonctionnement et investissement) de l'établissement	628 K€	965 K€
Crédits ANR + ANRS	158 K€	238 K€
Crédits des contrats européens	22 K€	0
Part du budget recherche issue des agences de moyens	28%	25%

Part du budget recherche relative aux activités recherche partenariales	2011	2012
Budget recherche exécuté (fonctionnement et investissement) de l'établissement	628 K€	965 K€
Crédits relatifs aux activités de contrats de recherche partenariale avec le secteur socio-économique (contrat de rech hors subventions, hors ventes services et ouvrages, hors ANR et Europe)	4,2 K€	0
Part du budget recherche issue de rech. partenariales	0%	0%

Taux d'enseignants-chercheurs en mobilité sortante et entrante	2011	2012
Nbre d'enseignants-chercheurs titulaires	26	27
Nbre d'enseignants-chercheurs titulaires de l'établissement invité à l'étranger pour un séjour d'au moins un mois	0	0
Nbre d'enseignants-chercheurs étrangers invités pour un séjour d'au moins un mois	11	4
Taux mobilité entrante	42%	15%
Taux mobilité sortante	0%	0%
Taux mobilité entrante et sortante	42%	15%